

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie
(Domaine : Sciences de la Société)
Département ECONOMIE
(Mention Economie)

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences
Economiques

Option : « ADMINISTRATION »

***ECONOMIE MARCHANDE ET
DEVELOPPEMENT***

Par : Mademoiselle RANDRIATSARAFARA Rova Kanto Famonjena

Encadreur : Monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina (Docteur)

Promotion : FANDRESENA

Date de Dépôt : 30 Janvier 2017

Date de soutenance : 20 Janvier 2017

AU : 2015/2016

REMERCIEMENT

D'abord, nous remercions en tout premier lieu, Dieu, le tout puissant et miséricordieux qui nous a soutenu et donné la force et la patience de mener à bien dans la réalisation de ce mémoire.

Ensuite, nous tenons aussi à témoigner notre gratitude envers :

- Monsieur RAKOTO DAVID Olivaniaina, Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie et aussi qui m'a encadré tout au long de ce mémoire, surtout pour les conseils et suggestions ;
- Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa, examinateur et Chef de département en Economie ;
- Monsieur LAZAMANANA André Pierre, Enseignant, Responsable du niveau Master I
- Tous les enseignants du Département Économie ;
- Mes parents, ma famille, mes amis qui nous ont toujours soutenu et encouragé au cours de la réalisation de ce mémoire.

Liste des abréviations

ALENA : Accord de libre-échange Nord-Américain

BNT : Barrière non-tarifaires

BT : Barrières tarifaires

BTP : Bâtiment et travaux publics

CA : Chiffre d’Affaire

COI: Commission de l’Océan Indien

COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa

CPP : Concurrence Pure et Parfaite

DIT : Division International du Travail

FCR : Facilité de Crédit Rapide

FMI : Fond Monétaire International

IDH : Indicateur de Développement Humain

IMP : Indicateur Multidimensionnel Pauvreté

INSTAT : Institut National de la Statistique

IORA : L’Indian Ocean Rim Association

IPH : Indicateur de la Pauvreté Humaine

ISDH : Indicateur Sexospécifique de Développement Humain

LFR : Loi de Finance Rectificative

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PED : Pays en de développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PND : Plan National de Développement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parité de Pouvoir d’Achat

PPA : Parité de la Pouvoir d’Achat

RNB : Revenu National Brut

SADC : Southern African Development Community

TIPP : Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajouté

VA : Valeur Ajouté

Liste des tableaux

<u>Tableau 1</u> : Répartition de l'activité économique par secteurs les plus importants à Madagascar.....	39
<u>Tableau 2</u> : Taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par grande zone (en %)...	46
<u>Tableau 3</u> : L'indicateur du développement humain en 2011.....	48

Liste des figures

<u>Figure 1</u> : courbe de la confrontation de l'offre et de la demande.....	20
<u>Figure 2</u> : le taux de croissance du PIB français en volume de 1960 à 2011.....	45
<u>Figure 3</u> : cheminement théorique de la relation finance-croissance économique.....	54

Introduction

Selon Albert O. Hirschman, « sur le plan de la théorie économique, les diverses théories du développement reposent sur deux postulats fondamentaux. Ces deux postulats théoriques fondamentaux sont le rejet du principe mono-économiste et l'affirmation de celui de la réciprocité des avantages¹ » : le rejet du mono-économisme implique l'affirmation de la spécificité des pays du tiers monde par rapport aux pays industrialisés ; et « affirmer le principe de la réciprocité des avantages, c'est poser qu'il est possible de régler les rapports économiques entre les deux catégories de pays de manière qu'ils soient bénéfiques aux uns comme aux autres² ». Chacun des deux principes pouvant être affirmé ou nié par les différents courants tels que les néoclassiques, les marxistes, et les néomarxistes. En effet, les théories néomarxistes rejettent ces deux principes car le développement repose sur deux idées principales. D'une part, les relations économiques et financières entre le centre capitaliste développé et la périphérie sous-développée ont toujours été caractérisées par des rapports d'exploitation. D'autre part, cette exploitation permanente a façonné la structure politico-économique des pays de la périphérie. Dans ces conditions, le développement de la périphérie ne saurait emprunter les mêmes étapes. Aussi, Marx rejette la réciprocité des avantages lorsqu'il décrit la déposssession dont la périphérie a été victime pendant les premières phases de l'expansion du capitalisme dans les métropoles. Il rejette aussi, si l'on retient la phrase célèbre de Marx : « le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir ». Et d'après la théorie néoclassique, elle se fonde sur un certain nombre de théorèmes simples mais jugés puissants et dont la validité serait universelle. L'un des théorèmes est que dans une économie de marché, tous les participants aux échanges tirent profit de leurs actes volontaires de participation, dans le cas contraire, les échanges n'auraient pas lieu. La théorie néoclassique affirme donc le mono-économisme et la réciprocité des avantages à l'échange. Or, L'économie du développement, stipule que la structure économique des pays sous-développés présente certains traits spécifiques qui rendent trompeuse et inopérante une bonne partie de l'analyse économique néoclassique ; et qu'il est possible de régler les rapports entre pays développés et sous-développés de manière à ce qu'ils soient réciproquement avantageux et que ceux-là contribuent au développement de ceux-ci. Ces deux types d'analyses débouchent évidemment sur des stratégies de développement opposées. D'une part, le courant « classique

¹ A.O. Hirschman, « L'économie comme science morale et politique, Le Seuil, Paris, 1984, p.45.

² Ibid. p.46

» recommande une intégration à la DIT existante. Les effets d'entraînement générés par les pays industrialisés seront suffisants pour susciter le développement du tiers monde. D'autre part, le courant contestataire voit dans les relations économiques et financières entretenues par les pays du Sud avec les pays industrialisés la source du phénomène du sous-développement³.

Tout cela nous permet de traiter ce thème intitulé : « Economie marchande et développement ».

Dans ce cas, ce thème cherche à répondre aux questions suivantes : Quels sont les fondements de l'économie marchande et du développement ? Quels sont les avantages et les inconvénients de l'économie marchande face au développement ?

En général, l'économie marchande est au centre de la science économique, elle l'est aussi de l'économie du développement. Cette domination de l'économie marchande provient de plusieurs facteurs qui sont difficilement irremplaçable et très importantes pour atteindre le développement. Et ce qui nous amène au problématique centrale suivante : « Pourquoi dit-on que l'économie marchande a une importance dans le développement économique d'un pays ? »

Suite à cette problématique, l'objet de ce mémoire consiste à démontrer sous quelles conditions l'économie marchande favorise le développement. Dans cette perspective, l'objectif spécifique est d'expliquer que l'économie marchande est bénéfique pour les pays sous certaines contraintes. Parmi les différents facteurs du développement économique, l'économie marchande se place sur le sommet pour illuminer le chemin du développement.

Les résultats attendus de ce mémoire sont alors de montrer par certaines théories et stratégies économiques que par le biais de l'économie marchande on arrive à la croissance économique d'un pays.

Pour mieux aborder ce thème, nous allons parler dans la première partie les différentes théories concernant le développement et l'économie marchande ; et dans la deuxième partie les avantages et les inconvénients de l'économie marchande dans le développement.

³ Bernard CONTE, « Les diversités approches du développement », 2003-2004.

PREMIERE PARTIE :
APPROCHES THEORIQUES

Cette première partie nous montre l'approche théorique des différents concepts, en voyant d'abord ce qu'on entend par le développement et puis l'économie marchande, ainsi que leurs caractéristiques.

Chapitre I : L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT

I. Définitions et caractéristiques

Le développement est un mouvement continu sur le long terme, de nature qualitative et quantitative, qui modifie durablement les structures économiques, sociales et démographiques de la société. Il s'appuie donc sur la croissance. Par contre, il faut noter que la croissance et le développement sont des notions différentes mais ils sont des phénomènes interdépendants. Une croissance ne peut se produire sans changements structurels, ces derniers ayant nécessairement une influence sur le développement. En effet, La croissance peut contribuer au développement, mais tel n'est pas toujours le cas et on parle de croissance sans développement quand la production de richesse ne s'accompagne pas de l'amélioration des conditions de vie. Inversement, même en l'absence de croissance, la priorité donnée aux productions les plus utiles et une plus grande équité dans la distribution des biens produits améliore les conditions de vie des populations et crée du développement.⁴

I-1- La croissance économique

La croissance est « l'accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structures et éventuellement de système et accompagné de progrès économiques variables »⁵. La croissance économique correspond à l'augmentation continue en volume de la production et des richesses d'un pays pendant une longue période sur un territoire ou dans une économie nationale. Cette augmentation (qui peut être irrégulière et subir des fluctuations) est un phénomène quantitatif qui peut être mesurée en volume ou en valeur par l'évolution d'agrégat économique tel que le PIB (Produit Intérieur Brut) qui est la somme des valeurs ajoutées créées par les entreprises d'une nation. D'une manière très synthétique, le PIB vise à mesurer la richesse créée par les hommes dans un pays

⁴ J. R, Legouté, « Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque », Février 2001, p.14.

⁵ F. PERROUX, « L'économie du XXe siècle », Paris, 1964, p.487.

pendant une période donnée, le plus souvent une année ou un trimestre. On peut calculer le PIB comme suit :

$$\text{PIB} = \text{somme des valeurs ajoutées} + \text{impôts sur les produits (TVA+DTI)} \\ - \text{subvention sur les produits}$$

Avec, $DTI = \text{Droits de Douanes} + \text{TVA à l'Importation}$

Si on approfondi, on distingue deux formes de croissance : **la croissance extensive** qui est proportionnelle à l'augmentation des quantités des facteurs de production mis en œuvre (travail, machines et matières premières), et **la croissance intensive** qui est liée à l'augmentation de la productivité du travail et/ou du capital, autrement dit, c'est le résultat de l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production.

Les principaux facteurs de la croissance sont :

- **L'augmentation de la production active** (qui est en fonction de la quantité du capital et de la quantité de travail) ;
- **La qualification de la main d'œuvre** (qui pour être plus productive doit comprendre davantage d'ingénieurs, de techniciens, de cadres administratifs et commerciaux) ;
- **L'accumulation du capital** (qui est le processus qui permet de transformer l'épargne en moyens de production ou en actifs financiers) ;
- **Le progrès de l'organisation du travail** (d'après le principe du Taylorisme qui repose sur une double division de travail dont la division horizontale qui consiste à diviser les tâches en un ensemble de gestes simples et répétitifs, et la division verticale qui consiste à isoler les tâches de conception et les tâches d'exécution) ;
- **Le progrès technique** (qui est l'ensemble des innovations permettant d'améliorer l'efficacité du système productif, de créer de nouveaux produits ou de nouveaux procédés commerciaux) ;
- **Les innovations** (qui sont une évolution significative d'un produit, d'un service ou d'un processus de fabrication qui apporte quelque chose de nouveau ou qui utilise une technologie nouvelle issue de la recherche fondamentale.

I-2- Le développement économique durable

Le développement est l'action de faire croître, de progresser, de donner de l'ampleur, de se complexifier au cours du temps. Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.

D'après l'économiste français François Perroux en 1961, qui est devenu une définition de référence pour le développement, on peut le définir comme : « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global »⁶. Dans ce cas, cette définition implique deux faits principaux, c'est-à-dire qu'une croissance peut se réaliser sans qu'il y ait développement et que le développement a un processus de long terme, qui a des effets durables.

Selon John Kenneth Galbraith, économiste hétérodoxe américain, « le développement économique consiste un élargissement des possibilités des réussites à ceux qui ont le désir d'échapper à l'équilibre de la pauvreté de masse et ses cultures » le développement implique une hausse du bien-être social, des changements des structures et des mentalités de la société toute entière. Il passe par l'urbanisation, l'industrialisation, l'alphabétisation et la formation et ainsi que par la destruction des sociétés rurales.

Le terme de développement, utilisé dans les sciences humaines, désigne l'amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population, et renvoie à l'organisation sociale servant de cadre à la production du bien-être. Aussi, « L'économie du développement est une discipline fondée sur un objet, les processus de transformations de longue durée, et sur un champ, le Tiers Monde ou les pays en développement ».

⁶ F. PERROUX, « L'économie du XXe siècle », PUF, Paris, 1961, p.155.

Selon le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le développement est défini comme le fait d'élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes c'est-à-dire la possibilité d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé, et à un environnement propre ne présentant pas de danger⁷. En effet, il propose quatre critères pour mesurer le niveau de développement d'un pays :

- La productivité qui permet d'entraîner un processus d'accumulation ;
- La justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- La durabilité : les générations futures doivent être prises en compte ;
- Le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

Le développement économique est à la fois un objet d'analyse et une pratique (les politiques ou les actions dites de développement). Selon le champ d'analyse (théorique, terrain ou action), les soucis des économistes se distinguent allant de l'exigence d'une « approche rendant compte de la spécificité et de la complexité de situations concrètes » (pour les actions de développement), à une « exigence de cohérence, de conceptualisation, de questionnement dans un cadre analytique cohérent permettant d'élaborer des tests ».

Il est généralement admis que l'économie du développement est née après la seconde guerre mondiale, bien que l'on puisse en trouver des fondements plus anciens dans la pensée économique. A l'origine, le déclin des empires coloniaux est son commencement. En effet, l'idée du développement sert à légitimer les revendications d'indépendance politique des mouvements nationalistes ; elle est aussi présente dans l'ordre économique mis en place par les accords de BrettonWoods.

Néanmoins, il faut que le développement doit être durable c'est-à-dire doit être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. Selon le rapport Brundtland en 1987, le développement durable se définit comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Par exemple, le principe de pollueur-payeur, énoncé par l'article L 110-1 du Code de l'Environnement selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte de la pollution doivent être pris en charge par le pollueur. Ce principe pollueur-payeur a été adopté par l'OCDE en 1972, en tant que principe économique visant

⁷ PNUD, 1991, « Rapport mondial sur le développement humain », Economica, Paris, 1991, p.1.

l'imputation des coûts associés à la lutte contre la pollution. Ce principe est un des principes essentiels qui fondent les politiques environnementales dans les pays développés.

Lorsqu'on parle de l'économie du développement, on a tendance à s'intéresser aux pays pauvres, dans une première approximation. Elle trace une frontière dans la géographie en fonction d'un degré de richesse. Entre le critère du revenu par tête et l'indicateur composite du développement humain (IDH), de l'organisation des Nations unies (qui ajoute, au revenu, l'espérance de vie et le niveau d'éducation), ce simple exercice de mesure pose déjà quelques problèmes fondamentaux sur la définition et les objectifs du développement. Ce qui conduit à analyser la mesure du développement.

II- Les mesures du développement

Plusieurs mesures peuvent estimer le développement comme le PNB, l'IDH, l'IPH et l'IMP.

II-1- La mesure par PNB/habitant

Par définition, le produit national brut (PNB) est un indicateur économique qui peut mesurer la richesse produite au cours d'une année par l'ensemble des résidents et des ressortissants d'un pays. Ainsi, le produit national brut est l'ensemble de la valeur totale des biens et services créés dans une nation sur une période donnée (en général un an).⁸

Tout le monde s'accorde depuis longtemps pour dire que la seule croissance du PNB/habitant n'est pas un facteur suffisant pour analyser le développement. En effet, ce n'est pas parce que le niveau de PNB/habitant croît que la qualité de vie des populations systématiquement s'améliore. De nombreux indicateurs alternatifs ont ainsi été créés qui suivent notamment les questions d'éducation, de santé, de nutrition, de sentiment de bien-être, ... L'un des plus connus est sans doute l'indice de développement humain.

⁸P. Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines », Pearson Education France, 2008, p. 469.

II-2- La mesure par les indicateurs de développement

II-2-1- L'Indicateur de développement (IDH)

Le niveau de développement d'un pays ne se limite pas à son niveau de richesse économique, le développement ne se réduisant pas à la croissance économique. C'est pourquoi d'autres indicateurs sont souvent utilisés. Ainsi, le taux de mortalité infantile est l'un des plus pertinents puisqu'il est affecté par le niveau d'éducation des femmes d'un pays, le niveau d'exposition aux maladies de la population et le niveau du système de santé. On considère qu'un pays ayant un taux de mortalité infantile supérieur à 5% est en sous-développement. Mais cet indicateur est encore trop limité, car il ne prend pas en compte suffisamment de facteurs de développement.

Ainsi, le PNUD a créé en 1990 un indicateur de développement humain (IDH), qui cherche à mesurer le degré de développement d'un pays au-delà du seuil par habitant, c'est-à-dire la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire, les possibilités d'accès aux ressources permettant de vivre convenablement (pouvoir d'achat).⁹ Autrement dit, l'IDH est le moyen de trois indicateurs (compris entre 0 et 1) : le niveau de vie exprimé par le PIB réel/habitant (en parité du pouvoir d'achat), le niveau d'instruction et d'accès au savoir, mesurée par le taux d'alphabétisation, la durée de vie mesurée par l'espérance de vie à la naissance.

Il permet aussi d'établir un classement mondial des pays selon la valeur de leur IDH. En effet, Selon le rapport sur le développement humain de 2014 on obtient ce classement :

- La Norvège est 1^{ère}
- L'Australie est 2^{ème}
- La Suisse est 3^{ème}
- Les Etats-Unis sont 5^{ème}
- La France est 20^{ème}
- La Chine se situe dans une moyenne haute, 90^{ème}
- La Niger est dernier, 187^{ème}

Mais le choix des chiffres et des seuils peut s'avérer arbitraire. L'indice ignore d'autres conditions ou dimensions fondamentales du développement économique comme les

⁹P. Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines », Pearson Education France, 2008, pp. 469-471.

conditions de travail, d'habitat, la stabilité et le caractère démocratique des institutions politiques et les inégalités des hommes et les femmes.

En réponse à ces critiques, le PNUD a complété la publication du calcul de l'IDH par celle de plusieurs autres indicateurs (également situés entre 0 et 1) : l'ISDH (indice sexospécifique de développement humain), l'indice de participation des femmes, l'indice de pauvreté humaine.

II-2-2- L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH)

Parallèlement à l'IDH, d'autres indicateurs furent créés afin de compléter et préciser cet indicateur. En 1995, fut introduit l'ISDH qui devait servir d'argumentation dans le cadre d'analyses ayant trait à la différence entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le développement humain.

L'ISDH est un outil de mesure qui ajuste l'IDH, en fonction des inégalités entre les sexes. Il se base sur trois dimensions :

- Longévité et santé, exprimé par l'espérance de vie à la naissance ;
- Instruction et accès au savoir, calculés par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation ;
- Possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent, exprimé par le revenu estimé du travail (en PPA, qui sert à mesurer le pouvoir d'achat relatif des monnaies de différents pays pour les mêmes types de biens et de services).

Il n'est pas directement une mesure de l'inégalité entre les hommes et les femmes mais revêt clairement un enjeu politique. A ce propos, on pense à la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 qui souligne dans son article 2 : « Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de région, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ».

II-2-3 L'indicateur de la pauvreté humaine (IPH)

A partir de 1997 est publié l'IPH qui informe des manques, des privations ou exclusions fondamentaux d'une partie de la population. C'est un indicateur créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement qui mesure le niveau de pauvreté au sein d'une société, en prenant en compte les paramètres financiers, les enjeux complémentaires comme les inégalités d'accès à la santé, à l'emploi et à l'éducation. Il est exprimé en pourcentage, plus il est élevé et plus le pays est considéré comme pauvre. Il existe alors deux indicateurs selon qu'il s'agit d'un pays en développement IPH-1 ou d'un pays développé IPH-2.

- Pour mesurer le niveau de la pauvreté dans les pays en développement, l'IPH-1 est constitué de trois indicateurs :
 - Indicateur de longévité et de santé : qui exprime le pourcentage des décès après 40 ans ;
 - Indicateur d'instruction et d'accès au savoir : qui exprime le pourcentage d'analphabétisme des adultes ;
 - Indicateur de niveau de vie qui est composé de trois sous indicateur : accès à l'eau potable, accès au service santé, pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondéral.

A titre d'exemple, en 2007, dans le groupe de l'IPH-1, l'Uruguay a été placé en première position et Mozambique, Gambie sont en dernière position.

- Pour mesurer le niveau de la pauvreté dans les pays développés, l'IPH-2 est constitué de plusieurs indicateurs :
 - Indicateur de longévité : qui exprime le pourcentage des décès avant 60 ans ;
 - Indicateurs d'instruction : qui exprime le taux d'illettrisme des adultes ;
 - Indicateurs de condition de vie : qui exprime le pourcentage des personnes vivants en dessous de la demi-médiane du revenu disponible des ménages ;
 - Indicateurs d'exclusion : qui exprime le pourcentage des chômeurs depuis plus de 12 mois.

A titre d'exemple, en 2007, selon l'IPH-2, la Norvège est au première position, la France au 8^{ème} rang et Suisse au 18^{ème} rang.

II-2-4- L'indicateur multidimensionnel de la pauvreté (IMP)

Dans le rapport sur développement humain 2010 du PNUD, un nouvel indicateur le « Multidimensional Poverty Index » (MPI) ou « Indicateur Multidimensionnel Pauvreté » (IMP) était introduit. Son intérêt est rassembler dans un seul indicateur de plusieurs dimensions de la pauvreté, à savoir la possibilité de vivre et en bonne santé, l'éducation et le niveau de vie.

Ces trois dimensions recouvrent elles-mêmes 10 indicateurs :

- ❖ Le nombre d'années passé à l'école (en dessous de 5 ans, on considère qu'il y a « privation »)
- ❖ La scolarisation de l'enfant (centré sur l'école primaire)
- ❖ La mortalité infantile
- ❖ Le niveau de malnutrition
- ❖ L'accès à l'électricité
- ❖ L'accès à des sanitaires
- ❖ L'accès à l'eau potable
- ❖ Le type de sol dans la maison habitée (est considérée comme pauvre, une personne dont le sol se compose de poussière, de sable ou du déchet)
- ❖ Le type d'énergie utilisée pour faire la cuisine (est considérée comme pauvre, une personne qui utilise de la bouse, du bois ou du charbon)
- ❖ L'équipement de la maison (un foyer qui ne dispose d'aucun de ces biens : radio, TV, téléphone, vélo, mobylette, réfrigérateur, ni d'une voiture ou d'un camion est pauvre)¹⁰

III- Les politiques de développement : les stratégies d'industrialisation

Plusieurs stratégies de développement se sont succédé à partir de la seconde moitié du XXe siècle. Leurs fondements sont intimement liés au contexte diplomatique, commercial et idéologique de leurs époques respectives : choix du libre-échange ou du protectionnisme, de l'État ou du marché, inspirations libérales ou keynésiennes...

L'industrialisation est souvent le fait des pays nouvellement indépendants suite au processus de décolonisation.¹¹ La plupart de ces pays vont faire jouer un rôle primordial à

¹⁰ La revue Techniques Financières et Développement (TFD)

l'État du fait du contexte mondialkeynésien pour le bloc de l'Ouest et de la supériorité du socialisme dans le bloc de l'Est : c'est l'idéologietriomphante du volontarisme politique qui permettra d'amorcer une industrialisation tardive.

III-1-Les fondements des stratégies d'industrialisation

Pour trouver une manière forte de développement,les pays du tiers monde vont choisir de privilégier l'industrie que l'agriculture.En effet, le secteur industriel est la source de l'externalité¹² positive, c'est-à-dire que l'apport de ce secteur va être favorable pour le bien-être, par des effets d'entraînement¹³ sur les autres secteurs.De l'autre côté, l'agriculture est un secteur traditionnel à faible potentiel de productivité, qui se développera aux effets d'entrainement de l'industrie.

Il faut cependant choisir dans quelles branches de l'industrie investir. D'après RagnarNurske et Paul Rosenstein-Rodan, il faut développer une croissance équilibrée qui repartissent les investissements dans toutes les branches industrielles pour équilibrer simultanément l'offre et la demande. Mais d'après Albert Hirschman et François Perroux, il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie pour provoquer une croissance généralisée à travers des effets d'entraînement et de liaison.¹⁴

¹¹P. Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines », Pearson Education France, 2008, p. 485.

¹² Ce sont les effets d'une action sur d'autres parties lorsque ces effets n'ont pas été pris en compte par l'auteur de l'action. On parle d'externalité lorsque les actions d'un agent économique ont un impact positif ou négatif sur le bien-être et le comportement des autres agents et que cet impact n'est pas pris en compte dans les calculs de l'agent qui le génèrent.

¹³ C'est un mécanisme par lequel la croissance d'un secteur est censée entrainer l'expansion d'autres secteurs de l'économie du fait du poids ou de l'avancée technologique du secteur leader.

¹⁴ Ibid. p. 485.

III-2-Le développement autocentré

Le développement autocentré c'est un type de stratégies de développement qui regroupe les industrialisations basées sur le développement du marché intérieur.¹⁵

En effet, par la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, le pays se libère de la dépendance au commerce international en substituant progressivement la production nationale aux importations. L'accroissement de la production nationale a besoin d'une demande interne suffisante pour l'absorber et éviter une crise de surproduction. Cette stratégie nécessite donc la mise en place d'un traité de libre-échange pour redistribuer les revenus et la constitution de marchés intégrés régionaux, elle nécessite aussi des politiques protectionnistes et le financement des investissements massifs. Le développement doit être assuré par une stratégie de remontée de filière¹⁶ qui permet de diversifier la production. Cette stratégie d'industrialisation doit aboutir à une production industrielle diversifiée assise sur un marché intérieur stable.

Aussi, une autre stratégie explique ce développement autocentré qui est la stratégie des industries industrialisantes qui signifie construire une industrie par l'amont et non par l'aval par une politique volontariste de l'Etat à travers une planification publique. Cette stratégie amène l'Etat à orienter les investissements à la place du marché dans les secteurs stratégiques pour constituer des pôles industriels de croissance qui, par les effets d'entraînement, propageront le développement dans tous les autres secteurs industriels en aval. Ces secteurs privilégieront l'industrie lourde par le processus productif qui va accroître l'économie entière tandis que le secteur primaire doit fournir les biens de consommations intermédiaires à l'industrie.

¹⁵Philippe Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines », Pearson Education France, 2008, pp. 486-488.

¹⁶ Il s'agit d'un processus permettant de réaliser la production située en amont. En produisant un bien, on acquiert progressivement des techniques de production permettant de réaliser les facteurs de production nécessaires à sa fabrication.

III-3-Le développement extraverti

C'est une autre stratégie d'industrialisation que va suivre d'autres pays du tiers-monde, passant par une participation croissante au commerce international, suivant en cela les principes de la théorie néoclassique des avantages comparatifs, avec plus ou moins de succès.

En effet, Les PED vont se spécialisés dans les produits primaires dotés de ressources naturelles, de produit agricoles, etc. Les ressources financières tirées de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays. Mais la forte volatilité des cours des produits primaires ainsi que la concurrence et les pratiques protectionnistes des pays du Nord rendent ce processus de développement instable. Beaucoup de ces pays, sauf les pays de l'OPEP¹⁷ (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), font partie des PMA aujourd'hui du fait de leur spécialisation internationale défailante. Les pays qui ont tirés profit sont passés à une stratégie de promotion des exportations ou substitution aux exportations, c'est-à-dire substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la remontée de filières (remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée ; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde, en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre).

Ce développement extraverti n'a donc été un succès que pour les pays qui ont su faire évoluer leur spécialisation en remontant la filière de leurs exportations.

¹⁷ C'est une organisation intergouvernementale fondée à l'issue de la conférence de Bagdad le 14 Septembre 1960 par le Venezuela, l'Irak, l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Iran. Elle réunit aujourd'hui 14 pays membres à savoir : l'Algérie, l'Angola, l'Arabie saoudite, l'Équateur, le Gabon, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar, les Émirats arabes unis et le Venezuela.

Chapitre II : L'ECONOMIE MARCHANDE

I. Définition

L'économie est naturellement monétaire et marchande. Autrement dit, toute activité de production de biens et services accompagnée par des échanges semble devoir obligatoirement revêtir cette forme, et n'exister que s'il y a marché et activité commerciale, et même plus activité financière. L'économie semble alors être l'ensemble d'un certain nombre de capitaux, petits ou grands, des opérations d'investissement accompagnées d'embauches, et une production vendue qui permettrait de dégager un profit ; cet excédent étant la motivation principale, voire la condition et la cause même de l'existence de toutes les opérations de production et d'échange.

La production est une fonction essentielle en économie. Les biens ou services produits par les agents économiques sont essentiellement vendus sur les marchés à un certain prix, d'où la production marchande. En effet, la production marchande est la création de biens ou services destinés à être vendus sur un marché à un prix couvrant au moins leur coût de production.

Ainsi, l'économie marchande correspond à l'économie dans laquelle la distribution des biens et services est confiée prioritairement au marché. L'économie marchande mobilise aussi de nombreuses contributions non marchandes, comme les aides et subventions versées aux entreprises, mais cette combinaison se réalise au profit du comportement économique du marché.¹⁸

II. Caractéristiques

Dans le cadre du fonctionnement de l'économie marchande, il est à déterminer comment les désirs des uns et des autres, fondés sur des critères purement subjectifs, sont rendus compatibles. En effet, si les consommateurs veulent beaucoup de nourritures et peu de boisson, alors que les producteurs auraient jugé souhaitable et décidé de produire plus de celle-ci que de celle-là. Alors, la réponse est donnée par le marché, et plus précisément par le mécanisme de l'échange.

¹⁸ Marx au XXI^e siècle.

II-1- Définition du marché

Un marché est essentiellement une rencontre entre deux ou plusieurs agents économiques, leur permettant de confronter leurs notions ; les uns cherchent à acquérir certains biens ou services : ce sont les acheteurs ou demandeurs ; pour les autres, il s'agit de fournir ce dont ils disposent ou ce qu'ils ont produit : ce sont les vendeurs ou offreurs. La règle du jeu des rencontres entre demandeurs et offreurs sur les marchés est alors celle de l'échange c'est à dire un agent n'obtient ce qu'il achète que si la contrepartie est acceptée par l'offreur ; et tout vendeur obtient, pour ce qu'il apporte, ce que veulent bien lui payer les acheteurs. La contrepartie est généralement exprimée en monnaie, et le rapport entre la monnaie payée et la quantité du bien ou service fourni est appelé prix.

Les décisions des consommateurs, des producteurs et des détenteurs de ressources sont donc rendues compatibles grâce au prix de chaque bien, sur le marché qui le concerne ; si vendeurs et acheteurs se mettent d'accord sur un prix, leurs intentions deviennent compatibles ; aussi longtemps qu'ils ne parviennent pas à un tel accord, l'échange n'a pas lieu. L'étude de l'économie marchande revient à examiner à quelles conditions les échanges sont possibles entre les agents économiques individuels, dans quelle mesure ils seront satisfaits par leurs désirs de consommation et leurs objectifs de production, et quel est finalement l'état de l'économie qui résulte de l'ensemble de ces décisions.

II-2- Rationalité des agents économiques

Sur le marché, un agent économique intègre des fonctions multiples dans le système économique. En effet, on dit qu'il est rationnel si et seulement si il adopte un comportement logique ou une attitude rationnelle ou réalise des prises de décisions cohérentes dans une économie donnée. Dans ce cas, le consommateur, qui est une personne physique ayant pour fonction principale d'acheter un bien ou un service, est rationnel s'il adopte une rationalité économique dans l'objectif de maximiser et d'optimiser ses besoins et son bien-être dans les meilleures conditions possibles. C'est-à-dire en disposant de toute l'information sur les différents prix du produit que le consommateur recherche par exemple un ordinateur, il saura donc exactement quels sont tous les prix affichés sur tous les modèles et ira directement faire le bon choix, et en obligeant ainsi les entreprises concurrentes à pratiquer des prix les plus bas possibles pour attirer ces clients parfaitement informés. De même, en tant que producteur, l'entreprise dispose de facteurs de production, nécessairement limités. Les ressources étant

rare, il est important de les employer du mieux possible. Ainsi, s'il est largement associé à un comportement de maximisation du profit, il peut également chercher à maximiser le chiffre d'affaires ou la part de marché. Cependant dans tous les cas, il exerce son comportement rationnel en minimisant ses coûts de production. En d'autres termes, pour un volume de production donné, il choisira toujours les inputs de sorte à minimiser le coût de production.

II-3- Marché optimal

Selon les classiques, pour arriver à la situation optimale (économie réellement et totalement économique du marché), il faut que les conditions de Concurrence Pure et Parfaite (CPP) soient respectées. La concurrence pure et parfaite est un modèle théorique de concurrence qui se rencontre très peu dans la réalité mais qui doit servir de référence. Elle décrit un marché où il existe un très grand nombre de demandeurs et d'offreur (de petite taille) d'un produit homogène. Ainsi, les conditions de CPP sont :

- **L'atomicité du marché** : multitude des offreurs et des demandeurs pour qu'aucun agent ne puisse maîtriser les prix et les productions ;
- **L'homogénéité des produits** : les produits proposés sont homogènes lorsqu'ils sont identiques ou qu'ils présentent les mêmes caractéristiques et les mêmes performances ;
- **La transparence du marché** : un marché est transparent à partir du moment où tous les acteurs ont une parfaite information des produits, des quantités offertes et demandées, des prix, des conditions de vente,... Pour que cela soit possible, l'information doit être gratuite et accessible à tout le monde ;
- **La mobilité des facteurs de production** : elle implique que les facteurs de production, tant le travail que le capital, puissent se déplacer du marché d'un produit à celui d'un autre produit ;
- **Le libre-échange** : tout acteur économique doit avoir la possibilité d'entrer sur le marché pour acheter ou pour vendre, mais également celle de pouvoir librement se retirer du marché.

Pour l'économiste, la concurrence présente deux aspects :

- Le premier aspect considère la concurrence comme l'ensemble des entreprises concurrentes d'une entreprise donnée, c'est-à-dire toutes celles qui sont présentes sur le même marché avec le même produit.
- Le second aspect décrit la concurrence comme un état permanent de compétition, de confrontation entre offreurs et demandeurs, indispensable au bon fonctionnement du marché.

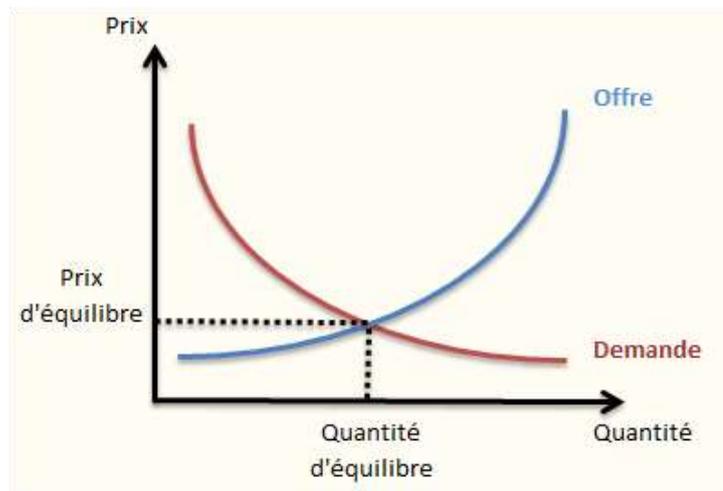
II-4- Prix d'équilibre

Les prix sont déterminés par le coût de production qui doit être inférieur au prix pour permettre à l'entrepreneur de faire un bénéfice et la concurrence : la "compétitivité prix" exige de ne pas être plus cher que les concurrents à qualité égale. Si certaines conditions sont respectées (atomicité, homogénéité, libre entrée, transparence, mobilité des facteurs), l'ajustement entre les quantités offertes et les quantités demandées se fait par une variation du prix du marché.

Le prix d'équilibre est celui qui égalise la demande (qui est une fonction décroissante du prix) et l'offre (qui est une fonction croissante du prix). C'est donc celui qui satisfait en même temps les désirs des acheteurs et des vendeurs. C'est-à-dire, l'acheteur souhaite acheter à ce prix et le vendeur souhaite vendre à ce même prix. Lorsque le prix d'équilibre n'est pas atteint, il existe soit une demande, soit une offre excédentaire. Il faudra alors soit baisser, soit élever le prix. Le point d'équilibre constitue donc le prix auquel un bien ou un service peut faire l'objet d'une transaction sans déséquilibrer le marché, l'offre et la demande se rencontrent à ce point.

A partir du prix imposé par le marché, l'Entreprise doit agir par tâtonnement pour réaliser l'optimum. Ceci signifie qu'il faut raisonner pas à pas en s'assurant tant que la dernière unité du profit apporte une valeur positive, la quantité continue à s'accroître jusqu'à ce que le profit marginal soit nul.

Figure 1 : courbe de la confrontation de l'offre et de la demande



III. La théorie classique de l'économie marchande

Dans le terme de l'économie marchande désignant un système économique où les décisions de produire, d'échanger et d'allouer des biens et services rares sont déterminées à l'aide de la confrontation de l'offre et de la demande telle qu'établie par le libre jeu du marché. Cette confrontation détermine les informations de prix, de qualité, et de disponibilité. Au cœur de l'économie marchande, le mécanisme de l'offre et de la demande contribue à la découverte et à l'établissement des prix. Ce mécanisme opère par arbitrage entre des valeurs représentatives du bien ou du service concerné : d'une part la valeur de son coût intrinsèque (prix de revient) mais aussi d'autre part sa valeur d'échange (prix relatif, c'est-à-dire du prix d'un produit ou d'un service par rapport aux autres).

Dans de nombreuses théories classiques, les marchés s'ajustent par eux-mêmes, on dit qu'ils s'autorégulent. Cependant, vu que l'économie et le marché sont victimes de crises régulières, on peut se poser des questions sur la capacité du marché à réagir en cas de crises continues. De plus, l'apparition de crises fréquentes remet en question la stabilité naturelle du marché et met en lumière son potentiel de déséquilibre.

Deux questions se posent alors : le marché peut-il être le seul outil de régulation, d'adaptation, de stabilité et de prospérité ? L'Etat doit-il intervenir afin de maintenir le marché ?

A partir de ces deux questions, les économistes classiques¹⁹ répondront d'une position globalement libérale. Selon eux, les actions et interactions économiques s'équilibrent spontanément ou comme Smith l'illustre via la « main invisible ». Alors :

- Le rôle de l'Etat est souvent limité aux fonctions régaliennes indispensables pour la collectivité ;
- La place de l'épargne est nécessaire afin d'investir et de permettre le progrès ;
- La division du travail fait augmenter la production et donne une spécialisation à chaque acteur ;
- Le rôle de la monnaie dans l'économie, vu pour la plupart est comme un simple instrument d'échange ;
- Le rôle de l'offre et de la demande est comme régulateur des prix et des quantités de produits fabriqués.

III-1- Rôle de l'Etat

D'une manière générale, l'Etat joue un rôle important dans le fonctionnement de l'activité économique que ça soit au niveau de la production, de la redistribution, que dans la réglementation et de la régulation. Sa principale fonction productive consiste à fournir aux ménages et aux entreprises des services non marchands, mais il peut aussi participer à la production marchande en détenant des participations dans le capital de certaines entreprises.

Aujourd'hui, le domaine des interventions économiques de l'Etat est très vaste. L'Etat ne se contente pas de corriger le marché, mais cherche à orienter son évolution à long terme (action structurelle) ou à court terme (régulateur conjoncturelle). L'économie de marché ne peut se passer de l'intervention de l'Etat.

Et d'après les classiques, l'intervention de l'Etat est important dans les cas où il a apparition d'allocation, de redistribution et de régulation (théorie de Richard Musgrave²⁰)

- L'Etat exerce une fonction d'allocation des ressources pour atteindre des objectifs jugés économiquement et socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché en mobilisant des moyens financiers pour lutter contre les externalités négatives, établir un cadre réglementaire dans lequel s'exerce l'activité économique,

¹⁹ Adam Smith, David Ricardo et Karl Marx.

²⁰ Economiste américain en 1910-2007 d'origine allemande, spécialiste en économie publique. Il est célèbre pour avoir appliqué le raisonnement microéconomique à la compréhension du fonctionnement de l'Etat.

créer les institutions qui permettent le bon fonctionnement de l'économie, contrôler les monopoles et les oligopoles, produire des biens collectifs (routes, écoles,...).

- Au moyen de prélèvements obligatoires, l'Etat exerce une fonction de redistribution ou de réparation c'est-à-dire il cherche à atténuer les inégalités de revenus entre les groupes sociaux et il organise un système de protection sociale contre les grands risques auxquels peuvent être confrontés les ménages. Il existe deux formes de redistribution dont verticale (qui a pour objet de réduire les écarts de revenus en prélevant sur les revenus élevés et en redistribuant au profit des bas revenus), et horizontale (qui a pour objet la couverture de la maladie, des accidents, de la vieillesse, du chômage ou des charges de la famille ; chacun y a droit, quel que soit son revenu). La sécurité sociale est un exemple de redistribution des revenus car elle verse des prestations telles que les pensions de retraite.
- Pour assurer une croissance économique dans le respect des grands équilibres. L'Etat exerce une fonction de régulation ou de stabilisation en mettant en œuvre des politiques économiques conjoncturelles adaptées à la situation économique du moment. Il organise juridiquement les relations entre les acteurs économiques pour que ces relations soient équilibrées, sûres et ne tournent pas abusivement à l'avantage de certains acteurs au détriment des autres. Ainsi, il crée le cadre juridique des échanges à travers le droit de la concurrence, pour éviter la domination de certaines entreprises sur certains secteurs de l'économie. Il interdit, par exemple, les situations de monopoles ou les ententes entre producteurs qui placeraient les consommateurs en situation d'infériorité (par exemple les ententes sur le prix de vente qui annuleraient les effets de la libre concurrence). Dans un autre domaine, il intervient sur le droit de la consommation.²¹

Dans la réalité des politiques publiques, ces trois fonctions sont souvent confondues. La politique fiscale (allocation) peut avoir de l'activité économique.

Par contre, cette intervention de l'Etat dans l'économie a toujours fait l'objet de débats entre les courants de pensée : d'un côté, les libéraux pensent que celle-ci est nocive car le marché est autorégulateur. Or, du côté des keynésianismes, ils pensent que ses interventions sont parfois souhaitables d'où l'Etat régulationniste.

²¹ P. MILAN, « Rôle de l'Etat dans la régulation des économies contemporaines », 2004.

III-2- Le rôle de la monnaie

Par définition, la monnaie est un outil de mesure et un moyen de paiement dont le triage et l'acceptation découlent d'un accord au sein d'une communauté, et par la confiance donnée à l'autorité, ce dernier émet la monnaie, pour la faire accepter par tous et pour maintenir son pouvoir d'achat dans le temps. Elle n'est donc qu'un symbole qui est un signe qui représente un concept, en l'occurrence celui d'une valeur. La valeur est « le prix selon lequel un objet peut être échangé ». L'attribution d'une valeur est une opération subjective. Il faut que le vendeur et l'acheteur arrivent à un accord sur une valeur d'échange pour que l'échange puisse se faire. Les sociétés parviennent à établir des valeurs moyennes communément admises quoique généralement évolutives. Dans le troc, un bien ou un service s'échange contre un bien ou un service estimé à la même valeur par les intervenants. Dans l'échange monétaire, un bien ou un service s'échange contre une quantité de monnaie signifiant la même valeur pour les intervenants.

Il existe deux formes de monnaies : la monnaie fiduciaire c'est-à-dire la monnaie manuelle (billets de banque et monnaie métallique) ; et la monnaie scripturale c'est-à-dire la monnaie inscrite sur les comptes des banques. La monnaie est une unité des prix qui permet d'évaluer des biens, aussi un moyen d'échange c'est-à-dire un commerce, un intermédiaire d'échange qui possède un pouvoir libérateur, et enfin c'est un réserve de valeur, de pouvoir d'achat. Ces fonctions sont étroitement liées.

Comme l'économie de marché qui est un processus concurrentiel de découverte de l'information par l'entrepreneur, les prix jouent le double rôle de signal et de principe d'action : d'une part, ils véhiculent de l'information sur les préférences des agents ; et d'autre part ils sont confrontés aux conditions monétaires de production par les entrepreneurs. En effet, ils transforment les désirs des consommateurs en biens et services si l'opération permet de dégager un profit. Cette notion de profit n'est pas séparable de celle qui pousse un consommateur à choisir un produit moins cher pour accroître son pouvoir d'achat. Ce double rôle des prix fonctionne aussi au sein de l'entreprise de sorte que l'entrepreneur est celui qui les utilise de façons efficaces des ressources rares pour maximiser leur utilité. « La fonction des prix et des salaires est moins de rétribuer les individus pour ce qu'ils ont fait que leur dire ce qu'ils devraient faire dans leur propre intérêt comme dans l'intérêt général » (Hayek)

Pour les libéraux, la monnaie est neutre et ne peut exercer une influence sur la production réelle, et sa gestion ne doit pas être confiée au pouvoir politique à cause de

l'autoconsommation. En effet, elle a permis de faciliter les échanges et de passer aux mécanismes de vente. Ces mécanismes ont permis eux-mêmes le développement du commerce, avec l'apparition d'intermédiaires qui achètent pour revendre. Le commerce s'est lui-même appuyé sur le développement des effets de commerce, des lettres de crédit. Le développement des banques a permis de financer les investissements, et en particulier ceux des armateurs.

III-3- La division du travail selon Adam Smith

La division du travail est constituée par la division technique qui est la décomposition de l'activité productrice en séquences simples au sein de l'entreprise et par la division sociale qui est la spécialisation des individus par métiers au sein de la société.

Selon Adam Smith, il considère que le développement de la division du travail est un processus « naturel » qui repose sur « le penchant naturel des hommes à trafiquer », c'est à dire que c'est l'échange qui pousse les hommes à diviser le travail. Mais, les individus sont des êtres qui recherchent avant tout leur intérêt personnel. Ainsi l'ouvrier va décider de se spécialiser dans une tâche particulière, car il sait que seul il ne pourrait produire tous les biens et services dont il a besoin. L'individu va accepter de se spécialiser dans une tâche particulière parce qu'il sait qu'il va en retirer un avantage, et non pas pour aider les autres.

En recherchant ici son intérêt personnel, c'est-à-dire en divisant le travail pour obtenir davantage de biens et services par l'échange, l'ouvrier spécialisé participe, sans le vouloir vraiment, à l'intérêt général d'où le principe de la main invisible. En effet, si chacun a ce comportement, tous vont se spécialiser dans une tâche, et permettre le développement des échanges et le bien-être de tous.

Concernant l'impact de la division du travail sur la productivité, et donc sur la richesse des Nations, expérimentalement, Smith a montré que cette division de travail est source de productivité. Les raisons sont donc :

- D'une part, elle va permettre de diminuer le temps de travail nécessaire par unité produite : D'abord, elle permet un accroissement de l'habileté des ouvriers. En effet, en se spécialisant dans une tâche précise qu'il répète sans cesse, l'ouvrier devient plus adroit, plus habile. Puis elle permet des gains de temps car l'ouvrier non

spécialisé perd du temps en passant d'une sorte d'ouvrage à une autre (changement d'outils, de poste de travail, de type de travail). Et enfin, elle favorise l'invention et l'utilisation des machines. En effet, quand l'attention d'un homme est toute dirigée vers un objet, il est bien plus propre à découvrir les méthodes les plus rapides et les plus faciles pour l'atteindre.

- D'autre part, elle permet d'augmenter le pouvoir d'achat. En effet, les gains de productivité permettent généralement d'augmenter à la fois les salaires (nominaux) des ouvriers, mais aussi de diminuer les prix de vente.

Concernant l'impact de la division du travail sur les travailleurs, Smith est conscient que ce phénomène n'a pas que des avantages. En effet, un ouvrier spécialisé, n'a pas lieu de développer son intelligence ni d'exercer son imagination à chercher des moyens pour écarter des difficultés qui ne se rencontrent jamais (devient stupide et ignorant, engourdit de ses facultés morales, incapable de goûter aucune conversation raisonnable n'y d'y prendre part, incapable de former aucun jugement un peu juste sur la vie privée).

DEUXIEME PARTIE :
AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE
L'ECONOMIE MARCHANDE

L'économie marchande correspond à la distribution des biens et services destinés aux marchés et mobilise aussi l'économie non marchande par le biais de la subvention de l'Etat aux Entreprises. Quand on parle de la distribution des biens et services, on doit toujours faire référence aux différents phénomènes comme le libre-échange, la production, l'investissement et l'épargne.

Chapitre I : Les facteurs de l'économie marchande et ses conséquences

I. La distribution des biens et services :

I-1- Le libre-échange

Le libre-échange est un système économique qui conduit à la libre circulation des produits et services au sein d'une même zone géographique par la suppression des barrières douanières (droits et taxes), de tous ce qui peut entraver le commerce, et sans intervention des gouvernements. C'est donc l'application du principe libéral du « laisser faire », c'est-à-dire supprimer les interventions extérieures comme la fixation de quotas et de droits de douane par l'État afin d'aboutir à la meilleure situation économique possible. Le libre-échange s'oppose donc de fait au protectionnisme.

Pour favoriser le libre-échange, plusieurs types d'accord internationaux ont été créés comme les accords bilatéraux de réciprocité commerciale entre deux pays, la création de zones de libre-échange (ex : Union européenne,...), les accords multilatéraux négociés au niveau de l'Organisation Mondiale du commerce (OMC). Ces ententes se caractérisent généralement par une diminution ou la suppression des barrières à l'échange à l'intérieur d'une zone ou entre plusieurs zones : barrières tarifaires (BT) comme les droits de douane et autres taxes et barrières non-tarifaires (BNT) comme les formalités administratives, contingentement. Un accord de libre-échange est généralement la première étape vers une intégration plus forte des marchés.

Les avantages du libre-échange sont nombreuses dont :

- L'augmentation du volume des échanges ;
- La présence du commerce international qui est le moteur de la croissance ;
- Les pays qui participent aux échanges internationaux peuvent s'enrichir, donc il est facteur de croissance du niveau de vie ;

- La réussite à la réalisation d'économies d'échelle sur des marchés plus vastes ;
- La possibilité de choix d'offre diversifiée pour satisfaire les besoins des consommateurs ;
- L'amélioration continue de l'innovation technique pour les entreprises afin de faire face à la concurrence ;
- L'augmentation de l'efficacité des aides que peuvent fournir les pays développés à l'économie de marché aux pays en voie de développement en ouvrant leurs marchés à leurs produits, en permettant du transfert de technologies, en apportant de capitaux, et en donnant accès aux produits manufacturés dont ils ont besoin ;
- L'amélioration de la répartition des rémunérations des facteurs de production entre le sud et le Nord.

L'efficacité du libre-échange a été prouvée à travers deux théories célèbres de David Ricardo et d'Adam Smith qui est l'avantage comparatif et la théorie de l'avantage absolu.

1-1-1. L'avantage absolu d'Adam Smith

La théorie explicative des échanges internationaux d'Adam Smith fait partie de son célèbre livre « la richesse des Nations » publié en 1776. Selon lui : « si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous même, il vaut mieux que nous la lui achetons avec quelque partie du produit de notre industrie employée dans le genre avec lequel nous avons quelques avantages... » . En effet, c'est une théorie explicative des échanges internationaux qui désigne le domaine où un pays est capable de produire un bien identique à ceux des pays étrangers mais à des coûts plus compétitifs c'est-à-dire à des coûts plus bas.

Un pays doit dans ce cas, produire les biens qui lui procurent des avantages tel que :

- Les conditions naturelles comme les ressources minières ou agricoles ou toute autre ressource naturelle dont l'exploitation est facile,
- Des coûts de productions plus faibles comme les salaires, les prix des matières premières,
- De facteurs de production à forte productivité tel que les mains d'œuvres qualifiées et les avantages technologiques.

Ces diverses avantages rend un pays meilleur qu'un autre et lui donne alors ce qu'Adam Smith appelle l'avantage absolu.

De ce fait, alors l'échange international s'explique alors par la différence de coût absolu qui pousse chaque pays à produire et à exporter la marchandise qui lui génère des avantages absolus et en retour à importer ceux qui lui sont plus chère à produire localement. Pour Adam Smith le commerce entre deux pays est bénéfique dans la mesure où chacun se spécialise dans la production pour lesquelles il a des avantages absolus.

Le problème se pose alors quand le pays ne dispose d'aucun avantage absolu car dans ce cas, ce pays ne va donc pas se lancer dans l'échange international. Ainsi, la théorie de l'avantage absolue ne peut expliquer qu'une partie des échanges mondiaux et se trouve donc être rajoutée par la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo.

1-1-2. L'avantage comparatif de David Ricardo

Dans son ouvrage « Principes de l'économie politique et de l'impôt », paru en 1817, David Ricardo a avancé que l'échange est souhaitable même dans des situations où il n'existe pas d'avantages absolus. En prenant l'exemple d'un pays qui n'a aucun avantage absolu, il a démontré que l'ouverture au commerce peut générer pour celui-ci une croissance économique donc par conséquent des biens fait pour la nation.

Le principal enseignement de l'avantage comparatif est alors que, quelle que soit sa compétitivité nationale, dans une situation de compétition idéale, un pays tirera toujours un avantage à s'ouvrir au commerce international. C'est la raison pour laquelle, cette théorie est utilisée par les partisans du libre-échange contre ceux du protectionnisme. Elle est aussi le fondement de la doctrine de l'Organisation Mondial du Commerce (OMC).

Pour cela, Ricardo a émis les hypothèses suivantes :

- Un seul facteur de production : le travail et capital est assimilé à du travail indirect, c'est à dire que sa valeur est mesurée par la quantité de travail qui a été nécessaire pour le fabriquer les outils, les machines, etc. Cette conception part du principe que chaque machine, chaque outil contient une certaine quantité de travail.
- Une parfaite mobilité des facteurs de production à l'intérieur d'un pays : la main d'œuvre circule librement entre les secteurs (pas de problèmes de qualification, de reconversion, etc.)

- Un plein emploi des facteurs de production dans chaque pays et notamment pas de chômage.
- Les facteurs de production sont immobiles entre chaque pays : pas de migrations internationales de populations ni de firmes multinationales. Pour Ricardo, l'immobilité du capital s'explique par le fait que les entrepreneurs répugnent à aller se placer sous une tutelle étrangère, même pour bénéficier de profits plus élevés.
- Les pays sont de taille identique.
- Les pays ont des techniques de production différentes.

Exemple :

Le Canada et le Costa Rica fabriquent chacun des téléviseurs et des layettes. L'état des techniques fait que la main d'œuvre utilisée en heures de travail s'établit de la façon suivante :

coût de production en heure de travail		
	canada	Costa Rica
Téléviseur	2	8
Lot de layettes	3	5

On peut voir ici que le Canada détient un avantage absolu pour la production de téléviseurs et de layettes. En effet, l'état des techniques permet la fabrication d'un téléviseur en 2 heures de travail et celle d'un lot de layette en seulement trois heures, alors que les mêmes productions réclament respectivement huit et cinq heures au Costa Rica. Selon Smith on pourrait alors dire que les Canadiens devraient produire eux-mêmes leurs téléviseurs et leurs layettes, alors que les Costa Ricains devraient se chercher d'autres domaines de production où ils pourraient dégager des avantages absolus, si cela leur est possible.

Nous pouvons ainsi calculer les coûts relatifs pour chaque pays :

Coût relatifs		
	canada	Costa Rica
Téléviseur	$2/3=0,67$	$8/5=1,6$
Lot de layettes	$3/2=1,5$	$5/8=0,625$

L'étude des coûts relatifs nous permet de constater que ceux-ci sont différents au Canada et au Costa Rica, ce sera en réalité la plupart du temps le cas. Le rapport de coût concernant la fabrication d'un téléviseur favorise le Canada puisque celui-ci n'y est que de 0,67 alors qu'il est de 1,6 au Costa Rica (ce qui signifie qu'au Canada un téléviseur coûterait moins cher qu'un lot de layette, contrairement au Costa Rica). Le Canada dispose donc d'un avantage comparatif pour la fabrication de téléviseurs.

Par contre le rapport de coût concernant la fabrication de layette est de 1,5 pour le Canada et de 0,625 pour le Costa Rica, ce qui signifie que le Costa Rica a un avantage comparatif pour la fabrication de layettes.

Ainsi, d'après la théorie des avantages comparatifs, le Canada devrait se spécialiser dans la fabrication de téléviseur et les exporter au Costa Rica, alors que le Costa Rica devrait se spécialiser dans la fabrication de layettes et les exporter au Canada.

I-2- La production des biens et services

La production est une transformation de ressources en biens ou en services afin de satisfaire des besoins. Elle est aussi une activité humaine conduisant à la création de valeur. Plus précisément, c'est l'activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine la consommation des biens (matières premières, fournitures) et des services, l'utilisation des équipements, l'emploi de la main d'œuvre, et la consommation des informations.

Les biens et services issus de la production sont en principe destinés à être vendus. La production marchande ne pose pas de problème dès lors que l'on considère que la valeur peut être mesurée par le prix de vente. Si un bien est vendu 100 Ariary, cela signifie que pour l'acheteur et le vendeur sa valeur est égale à 100 Ariary !

Dans une économie dynamique (c'est-à-dire en changement permanent), la croissance économique est assurée : soit par un accroissement des quantités de facteurs de production mobilisés, soit par une amélioration de la combinaison productive de sorte que la même quantité de facteurs engendre davantage de produit, soit par le progrès technique qui augmente la productivité globale des facteurs.

L'investissement permet d'augmenter le volume des facteurs de productions. La formation peut être considérée comme une forme d'investissement, puisqu'elle augmente les capacités du travailleur.

I-3- L'investissement

C'est le fait d'investir, c'est-à-dire d'acquérir de nouveaux moyens de production, d'améliorer leur rendement ou de placer des capitaux dans une activité économique ou dans une entreprise.

Ce qui pousse à investir c'est l'esprit d'en retirer un profit. En effet, il consiste à engager une importante dépense afin d'obtenir un bénéfice dans le futur. La décision relative à un investissement dépend du taux d'intérêt d'un placement financier, c'est-à-dire si ce taux est faible, cela encouragerait les investisseurs et vice versa.

On distingue deux types d'investissements dont les investissements matériels (machines, bâtiments, etc.) et les investissements immatériels (brevets, licences, logiciels, innovation, etc.). Mais ils peuvent être classés selon leurs objectifs :

- remplacement d'un matériel obsolète ;
- augmentation des capacités de production ;
- modernisation afin d'accroître la productivité ;
- investissement stratégique pour développer l'entreprise (ex acquisition d'une autre société) ;
- investissement financier.

I-4- L'épargne

L'épargne correspond à la partie du revenu d'un ménage ou d'une entreprise qui, durant une période donnée, n'est pas affecté à la consommation. Elle est généralement confiée à un organisme financier qui la rémunère (par un taux d'intérêt). L'épargne représente donc la partie non consommée du revenu. En termes macroéconomiques, c'est la différence entre le Revenu national et la Consommation globale.

L'épargne est aussi considérée comme un flux qui alimente le patrimoine des agents économiques, qui est constitué par l'ensemble des avoirs (actifs financiers, logements) des agents et de l'ensemble de leurs dettes à un instant donné. Pour les ménages, l'épargne peut être motivée par le souhait d'accroître leur consommation future, par un besoin de précaution, et par la volonté de constituer un patrimoine.

L'épargne peut revêtir plusieurs formes. D'une part, l'épargne financière composée de l'épargne liquide lorsqu'elle est disponible immédiatement mais à rendement plutôt faible et l'épargne investie, quant à elle, est réinjectée par les banques dans le circuit économique sous forme d'investissements ou de placements comme les titres (actions, obligations, autres titres financiers). D'autre part, l'épargne des ménages peut être non financière qui consiste à placer son argent dans des actifs non financiers, par exemple des biens immobiliers ou mobiliers, des objets d'art ou de collection, etc. (achats de logements et terrains essentiellement).

II. L'économie non marchande :

La production non marchande désigne la production de biens et de services qui ne sont pas destinés à être vendus sur le marché. La production non marchande prend souvent la forme de services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à la moitié de leur coût de production.

Elle est essentiellement fournie par des services de l'Etat pour remédier à la défaillance du marché et pour prendre en compte les externalités (un agent économique provoque une externalité quand son action modifie la situation d'un autre agent.). Ces externalités peuvent être positives concernant l'implantation d'une usine pour la création des emplois, donc l'entreprise est subventionnée par l'Etat ; et négatives car une usine qui pollue l'environnement est taxée par l'Etat, il s'agit ainsi de faire réparer les dégâts causés à l'environnement par les entreprises responsables, qui ont dégagé des bénéfices à la suite de cette activité

productive. Par exemple, pour éviter la pollution, les communes, à l'aide des taxes versées, construisent des stations d'épuration des eaux usées ou des usines d'incinération des déchets, qui sont financées par des taxes spécifiques.

La production non marchande se retrouve également au niveau des associations caritatives, qui offrent des services gratuits aux personnes dans le besoin. Ces agents économiques producteurs de services non marchands fonctionnent et peuvent exercer leur mission de production non marchande grâce à des subventions ou encore des dons.

La logique de la production non marchande des administrations privées et publiques, respectivement : l'une existe selon une logique utilitaire (politique, sportive, etc.) ou caritative. Pour fonctionner, elles recueillent des contributions volontaires sous forme de dons, parfois de subventions publiques. Et l'autre intervient pour certaines raisons spécifiques comme les services de sécurité, les services de justice et les services d'organisation des infrastructures.

III. Cas des pays développés

III-1- La Chine

Les atouts de la Chine sont en effet nombreux qui l'ont conduit à être au-dessus des autres pays dans l'économie marchand.

En effet, elle possède des atouts humains et culturels : par un très fort potentiel démographique (population estimée à 1,3 milliards) qui s'appuie sur une main d'œuvre jeune et bien formée, puis par l'acquisition de technologies et de savoir-faire, et par une stratégie de développement par filière orchestrée par le gouvernement. Aussi, elle possède des atouts naturels à savoir : la variété climatique donnant une variété de milieux naturels favorables au développement de l'agriculture, la présence de bons sols (alluvions déposées par les fleuves), la richesse en eau douce pour la riziculture irriguée et la pisciculture), la ressources du sous – sol gigantesques et encore peu exploitées (gisements de charbon, pétrole et métaux de toute nature ...). Ces deux atouts améliorent la quantité et la qualité de la production et être la meilleure dans le monde dans ce domaine.

En outre, elle détient des atouts politiques par la volonté manifeste des autorités politiques (depuis 1949) de transformer le pays grâce à une modernisation et une diversification des secteurs de l'économie, c'est-à-dire, le pouvoir encourage la population à

investir et à épargner, à être ouvert vers l'extérieur, à créer des zones économiques spéciales ouvertes aux capitaux étrangers, et de donner une priorité au monde rural afin de fixer les populations dans les campagnes et limiter l'exode rural. En plus, elle dispose de l'armée la plus grande du monde ainsi que de l'arme nucléaire, la Chine est membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies, ce qui lui confère une influence diplomatique très importante.

L'ensemble de ces atouts ont abordé la Chine au rang des grandes puissances économiques mondiales avec un taux de croissance de PIB supérieur à 8%, une augmentation et une variété de production ont mis fin à la famine, une diversification de l'industrie, une progression fulgurante du commerce extérieur afin de devenir la première exportateur mondial des produits manufacturés.

De façon conjoncturelle, l'économie de la Chine a décollé grâce à un essor des exportations rendu possible par une faible cour du Yuan et de faibles coûts de main d'œuvre, qui a leur permis donc de prendre le large concernant l'échange internationale et d'être le pays le plus ouvert au monde extérieur.

III-2- L'Etats-Unis

Les États-Unis sont une puissance économique complète, car leurs activités sont très importantes et très diverses. Il n'y a aucun secteur économique majeur dont ils soient absents.

En effet, l'agriculture est variée, riche et dynamique car elle bénéficie des atouts naturels favorables (relief, sols, climat), chaque grande région s'est spécialisée dans certaines productions : les céréales dans les grandes plaines, les fruits et la vigne en Californie..., car elle est organisée de façon très moderne, qui permet d'obtenir des résultats performants : très grandes exploitations, mécanisation très poussée, utilisation massive d'engrais et de produits chimiques, liens étroits avec l'industrie (c'est « l'agri-business »)

Ceci a entraîné des productions abondantes et variées qui sont exportées dans le monde entier (blé, viande par exemple). Les États-Unis sont donc une grande puissance agricole.

En outre, l'industrie est puissante. Les États-Unis sont la première puissance industrielle du monde. Ils produisent des biens manufacturés de toute nature. Leurs principaux points forts sont l'industrie lourde (chimie, métallurgie...), les industries de pointe

(électronique, informatique, aéronautique, aérospatial, biotechnologies...), l'automobile (Ford). Ils exportent une part importante de leur production.

En plus, son économie est dominée par le tertiaire. Comme dans tous les pays développés, le secteur tertiaire emploie plus des 2/3 de la population active. Parmi les principales activités tertiaires, on trouve : le secteur financier, qui contribue à la puissance américaine : bourses (Wall Street), banques puissantes et nombreuses, assurances (ex. : American Express)...Les transports, vitaux pour l'économie américaine. Puissants et très bien organisés, ils permettent d'acheminer les produits américains à travers le territoire et de les exporter. Ils facilitent également la circulation des hommes, très intense aux États-Unis. Enfin, le tourisme, très actif, qui attire non seulement les Américains mais des visiteurs du monde entier (New York, Disney World, le Grand Canyon, Las Vegas...).

Au-delà, ils ont une grande puissance financière et commerciale considérable. Elle s'exprime à travers le rôle du dollar, monnaie dominant le système monétaire mondial et servant à la plupart des échanges commerciaux. Les entreprises américaines sont également à l'origine de très importants investissements à l'étranger (firmes multinationales).

Les États-Unis sont la première puissance commerciale du monde. Ils commercent avec la plupart des pays du monde, et en particulier les autres pôles de la Triade (Union européenne et Japon). Ils ont également renforcé leurs liens avec le Canada et le Mexique en favorisant les échanges économiques dans le cadre de l'ALENA. Les produits américains sont connus et appréciés dans le monde entier.

Chapitre II : Les différents obstacles de l'économie marchande dans le développement

I. Les problèmes économiques

Presque tous les problèmes économiques se concentrent surtout dans les pays en voie de développement comme :

- La Faiblesse de la compétitivité et la contrainte extérieure ;
- La croissance générée par les Avantages Comparatifs est plus ou moins profitable. Les spécialisations que génère le libre-échange ne sont pas équivalentes. La réalisation de produits manufacturés nécessite la maîtrise de tout un processus de fabrication, tandis que les extractions de matières premières ne conduisent pas à une industrialisation ;
- L'inégalité de l'échange : les économies ne sont pas à armes égales dans le rapport de pouvoir et de domination. Seuls les pays riches sont en mesure de soutenir certaines de leurs activités, telle l'agriculture, par des formes de subventions autorisées. Alors qu'ils imposent aux pays les plus pauvres d'abandonner le seul moyen de protection dont ils disposent, les barrières douanières ;
- La perte d'indépendance car certaines économies ne peuvent se passer des importations, car les pays qui dominent imposent une Division International du Travail qui les avantage, car les firmes multinationales imposent leurs règles à des pays faibles (avantages fiscaux, sociaux), car les produits importés provoquent la disparition de productions locales ;
- L'existence de la contrainte extérieure : les pays ayant un déficit de leur commerce extérieur doivent emprunter sur le marché international pour se procurer des devises. Ces dettes génèrent une contrainte financière qui va peser sur la politique intérieure : ralentissement de la croissance, chômage, réduction des investissements ;
- La difficulté des pays en retard qui résiste difficilement à la concurrence internationale.
- Les Avantages comparatifs qui ne sont pas éternels qui se voit par le problème d'ajustement entre deux spécialisations entraînant le chômage lié aux secteurs en difficulté ;
- Le libre échange qui est facteur de dualisme et donc d'inégalités ;
- A court terme, il y a détérioration de la balance commerciale, l'emploi est moins bien rémunéré avec une protection sociale dégradée et la croissance économique se ralentisse.

Mais ça existe aussi dans les pays développés, et les conséquences diffèrent selon la flexibilité des salaires :

- Salaires flexibles : baisse des salaires des travailleurs les moins qualifiés et, à l'inverse, hausse des salaires des plus qualifiés. Il en résulte un accroissement sensible des inégalités (ex : Etats-Unis, Royaume-Uni).
- Salaires non flexibles (salaire minimum légal) : délocalisation d'activité, augmentation du chômage et pression productiviste sur ceux qui travaillent (ex : France, Allemagne).

En conclusion, Le libre-échange ne présente pas que des inconvénients, il permet dans certaines conditions aux pays les plus pauvres de se développer plus rapidement. Mais, dans un régime capitaliste, le libre-échange débridé est un système non équitable qui s'apparente à une guerre économique entre les travailleurs du monde entier pendant que les détenteurs du capital engrangent les bénéfices.

II. Réalité de Madagascar

Depuis l'indépendance, la structure de l'économie à Madagascar est figée. Elle est bloquée au stade de l'économie agraire qui est très peu productive. 70 % de la population active est paysanne alors que sa production ne représente que 30 % du PIB. L'exportation ne rapporte pas assez de valeur ajoutée car elle n'est pas diversifiée. 6 % des entreprises formelles sont dans la transformation, 90 % dans le commerce. Les industriels malagasy sont convaincus de l'importance des industries de transformation, mais les moyens manquent. L'exportation de matières brutes ne rapporte pas de valeur ajoutée.²²

Le tableau ci-dessous montre les principaux secteurs économiques (l'agriculture : coton, riz, bois, vanille, minerais et les services : tourisme) les plus importants à Madagascar et les répartitions de leur activité économique.

²² Revue de Presse, « La tribune de Diego », 04/10/2016

Tableau 1 : Répartition de l'activité économique par secteurs les plus important à Madagascar

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	75,3	7,9	16,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	24,1	18,1	57,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-0,7	6,8	3,7

Source : Banque Mondiale-2016

Ainsi, le taux de croissance économique est resté relativement faible en 2015, à 3.2 % comme en 2014, un rythme inférieur à l'objectif d'au moins 5 % fixé par le Plan national de développement (PND) pour réduire la pauvreté. Cette langueur s'explique par les incertitudes politiques, les progrès limités en matière de gouvernance, la faiblesse des investissements dans les secteurs sociaux et les infrastructures, les pénuries d'énergie, une grève estivale de 40 jours à Air Madagascar, la détérioration générale de l'environnement des affaires, sans compter les chocs exogènes (sécheresse au sud de l'Île, inondations au nord, baisse des cours des produits miniers et faible croissance du partenaire européen).

La croissance économique reste tirée par le secteur secondaire (zones franches industrielles, agro-industrie, industries métallurgiques et du bois) et par le secteur des services (banques, tourisme, assurances, BTP). Le secteur primaire dans son ensemble a connu un faible taux de croissance, (0.7 % contre 3.3 % en 2014), du fait des inondations dans la partie nord et de la sécheresse au sud. L'inflation a été contenue à moins de 10 %. Le déficit budgétaire s'est creusé, passant à 4.6 % du PIB en 2015 (estimation) contre 2.3 % en 2014. Le déficit du compte courant s'est également détérioré, passant de 0.2 % du PIB en 2014 à 2.3 % en 2015. La stabilité macroéconomique reste donc fragile. L'insécurité alimentaire demeure par ailleurs préoccupante. Dans ce contexte, l'indice de développement humain est resté faible, avec un IDH de 0.510 plaçant Madagascar au 154ème rang dans le Rapport sur le développement humain 2015 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La résilience du pays aux chocs extérieurs s'est affaiblie.²³

²³ Perspectives économiques en Afrique, 2016.

Malgré la réduction des dépenses imposée par l'insuffisance des recettes, la diminution des apports des bailleurs de fonds, les subventions au prix des carburants, les pertes de la compagnie nationale de distribution d'eau et d'électricité (JIRAMA), et les déséquilibres financiers de la caisse de retraite de la fonction publique ont entraîné une accumulation des arriérés budgétaires. La dette publique représentait environ 35% du PIB à fin 2014. En mars 2014, le FMI a normalisé ses relations avec Madagascar et, en juin, les autorités malgaches ont reçu un décaissement au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR). Un nouveau Plan National de Développement (PND) a été élaboré et il définit les réformes économiques et structurelles prioritaires à moyen terme. Les priorités sont de relever les dépenses sociales et d'infrastructure et de créer la base nécessaire à une croissance plus rapide et solidaire et au recul de la pauvreté. La préparation pour un nouveau cadre pour le secteur minier est en court d'élaboration, ce qui retarde les investissements nécessaires dans le secteur. En parallèle, Madagascar Oil a entamé l'extraction de pétrole.

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde et est confronté à d'immenses défis tels que la réduction de la pauvreté, et la lutte contre la corruption. Depuis la crise politique, la situation s'est nettement dégradée : la pauvreté touche désormais 92% de la population, contre 68% en 2005. Le pays a également subi le passage de cyclones. Fin 2013, 4 millions de ruraux souffraient de la famine suite à la dégradation de l'agriculture. Le pays reste par ailleurs très vulnérable aux chocs climatiques et autres chocs exogènes, comme les cyclones, les inondations, les invasions acridiennes et les épidémies sanitaires. L'insécurité règne au sud du pays (voleurs de bétail en arme).

Depuis quelques années, Madagascar est intégré dans plusieurs zones d'union Africaine pour accroître le marché et attirer les investisseurs et le commerce comme la COMESA (Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe), SADC (Communauté de développement d'Afrique Australe), IORA (L'IndianOcean Rim Association), COI (Commission de l'Océan Indien). Mais il existe encore des écarts entre ces objectifs et la zone de libre-échange. En effet, la population à Madagascar n'est pas encore adaptée à la base de ces objectifs, elle montre des attitudes méfiantes et repoussantes vis-à-vis des étrangers.

C'est ainsi que le secteur informel n'a cessé de s'accroître et qui témoigne de l'appauvrissement irréversible de beaucoup de population. Une situation aggravée par la hausse exponentielle du taux de chômage qui favorise l'insécurité. Ceci traduit la pauvreté car en effet, il n'y a pas de ville dans tout Madagascar où l'on ne note pas la prolifération sans cesse des petits commerçants au détail, des marchands ambulants et des gargotiers, le long des

rues et des ruelles. Et on ne peut les en blâmer, l'informel leur offre une opportunité de survie, une source de revenus d'appoint face aux besoins vitaux quotidiens, faute de mieux.

La dernière étude réalisée par l'INSTAT révèle que les commerces informels contribuent à plus de 69% au chiffre d'affaires du secteur informel, si la branche prestation de services (dockers, tireurs de charrette, de pousse-pousse, et autres) n'est que de 14% seulement. On entend ici par travailleurs informels, ceux qui ne possèdent pas de numéro statistique, avec une comptabilité sans valeur administrative. Selon toujours l'étude de l'INSTAT, 90% des activités à Madagascar se font dans l'informel, dont une large part pour les petits commerces.

Malgré les énormes efforts de ces petits commerçants pour s'en sortir, du moins pour survivre, ils font face à une grande difficulté, la faiblesse du pouvoir d'achat des éventuels clients, eux aussi touchés par la paupérisation croissante.

Selon toujours l'étude de l'INSTAT, 57% d'entre eux arrive à peine à écouler leurs marchandises, 52% sont victimes de concurrence déloyale excessive. Le manque de professionnalisme dans l'exercice de l'activité y est également pour quelque chose, sinon pour beaucoup. En effet, ces nouveaux pauvres sont en général composés de chômeurs, sans formation spécifique, mis à part les anciens employés des entreprises franches, jetés à la rue suite à la crise.²⁴

Concernant l'inflation, le pouvoir d'achat se décompose. En effet, le taux d'inflation tournait autour de 7% en 2015, si on se réfère à la loi de Finance rectificative (LFR). L'Etat prévoit le même taux pour cette année qui est déjà beaucoup pour un pays émergent comme le nôtre. Au quotidien, la population malgache ressent l'impact du coût de la vie en hausse permanente alors qu'en même temps, la hausse des salaires reste rigide. Ce qui explique la décomposition du pouvoir d'achat des ménages malgaches d'après l'analyse des économistes. D'après ces experts, les Malgaches s'appauvrissent de plus en plus face à la situation actuelle.²⁵

²⁴ Revue de Presse, « New Mada », 03/06/2016.

²⁵ Ibid.

Le régime de l'investissement à Madagascar repose d'une manière égalitaire aux personnes malgaches et étrangères. Mais, le fait que les investisseurs entre dans ce pays dépend du phénomène de l'activité financière des grands pays. En effet, depuis des décennies, le pétrole est le produit le plus demandé sur le marché, ce qui fait que les investisseurs ont dès lors changé de camp. Et les pays sous développé comme Madagascar en paye aussi les frais de ce phénomène. Aussi les organisations financières comme le FMI, administre et réduit l'aide financière des pays fragiles et sans ressources pour équilibrer leurs comptes.

Chapitre III : les impacts de l'économie marchande dans le développement

I. Effets de la production des biens et services sur le développement économique

La croissance est un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer. On retient en général le Produit Intérieur Brut (PIB) comme agrégat pour mesurer les quantités produites. Ce PIB doit être calculé en volume ou à prix constants pour éliminer la hausse des prix courants et pouvoir comparer les quantités produites évalués avec les mêmes prix de référence. Le Produit intérieur brut correspond donc à la richesse créée en une année par les agents économiques sur le territoire national (les résidents).

- Le produit est « intérieur » car il ne retient que la valeur ajouté (VA) des unités résidentes quel que soit leur nationalité. Un résident est un agent économique qui réside au moins un an sur le territoire.
- On ajoute les impôts sur les produits (TVA + TIPP + Droits de douane) parce qu'ils augmentent le prix du marché (TIPP = taxe intérieure sur les produits pétroliers).
- On retire les subventions parce qu'elles permettent de diminuer le prix du marché.

Le PIB (critère de la territorialité) = **PIB marchand** (*Somme des VA + TVA + Droits de douane – Subventions*)
+ **PIB non marchand** (*Somme des services non marchands évalués aux coûts des facteurs*)

Le PNB (critère de la nationalité) = **PIB** + *Revenus des facteurs versés par les non-résidents et Revenus des facteurs versés à des non-résidents*

Ainsi, le PNB mesure la richesse disponible pour les résidents avant amortissement alors que le PIB mesure la richesse créée sur le territoire national.

Vu que le PIB est en partie dépendant de la valeur ajouté, on calcule cette valeur ajoutée brute que chaque agent ajoute à la valeur des consommations intermédiaires qu'il a achetées (biens et services, achetés par l'entreprise, détruits ou transformés dans le processus de production).

Elle mesure la richesse créée par chaque agent économique. La valeur ajoutée est brute parce que l'on n'a pas encore retiré les amortissements qui servent à maintenir constant le stock de capital fixe (équipements durables et bâtiments). D'où :

$$\text{Valeur Ajoutée (VA)} = \text{Production} - \text{Consommations intermédiaires (CI)}$$
$$= \text{CA} \pm \text{Stocks} - \text{CI}$$

Comme La production marchande désigne la production « *écoulée ou destinée à être écoulee sur le marché* ». Elle est évaluée aux prix de marché. Elle comprend notamment tous les biens et services vendus à des prix supérieurs à 50% des coûts de production (il existe donc des productions marchandes non rentables). La production ainsi vendue correspond au chiffre d'affaires du producteur. La production qui n'est pas immédiatement vendue est stockée .En conséquence :

- Si le chiffres d'affaires est inférieur à la production totale, le producteur a dû stocker une partie de sa production ;
- Si le chiffre d'affaires est supérieur à la production totale, le producteur a dû puiser dans ses stocks pour répondre à la demande. Il a déstocké.

Et comme la production non marchande est évaluée aux coûts de production (salaires, coût du capital...) elle n'a pas de prix de marché. Elle est fournie gratuitement ou à un prix inférieur à 50% du coût de production par les administrations publiques, les associations sans buts lucratifs (ISBLM) et les ménages.

Donc, Le calcul de la valeur de production est comme suit :

- **Chiffres d'affaires** = Quantités vendues x prix unitaire hors taxe
- **Valeur de la production marchande** = Chiffres d'affaires +/- stocks
- **Valeur de la production non marchande** = Quantités produites x Coût unitaire de production
- **Valeur de la production** = Production marchande + Production non marchande

Ainsi, si la production augmente de plus en plus vite, il y aura une accélération du rythme de la croissance d'où la phase d'expansion. Et si la production continue d'augmenter mais de moins en moins vite, le rythme de croissance décélère et le taux de croissance diminue d'où la phase de ralentissement. Il y a donc une baisse de la croissance mais pas de la production. Aussi, il y aura phase de récession s'il existe une *contraction de la production pendant au moins deux trimestres consécutifs*. Donc, Le taux de croissance est négatif et la production recule. La dépression suppose une *chute de la production forte et durable* (la crise de 1929 par exemple) qui s'accompagne d'une déflation (baisse des prix et des salaires).

Figure 2 : le taux de croissance du PIB français en volume de 1960 à 2011.

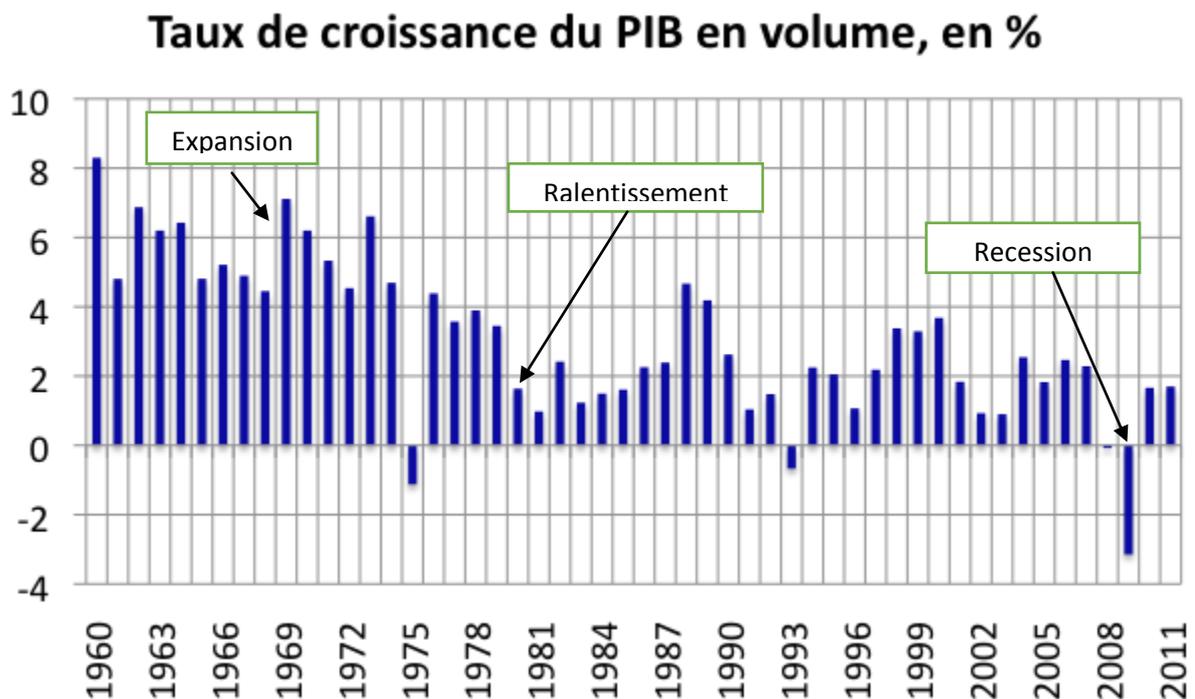


Tableau 2 : Taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par grande zone (en %)

	1700-1820	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-2011
Pays avancés	0,56	1,8	2,6	3,4	4,9	2,5
Pays en développement	0,5	0,4	1,6	1	5,3	5
Afrique	0,2	0,5	1,4	2,7	4,8	3,5
Amérique latine	1,1	0,8	4	4	5,6	3,1
Asie (hors Japon)	0,55	0,1	1,1	1,6	4,7	6,7
Total Monde	0,52	0,9	2,1	2,6	5	3,5

(Source : Angus Maddison, *Economie mondiale une perspective millénaire*, Ocede, 2001 actualisé 2012)

Lorsque l'on observe les PIB et les taux de croissance annuels moyens du monde et de ses différentes régions depuis le XVIIIe siècle, on s'aperçoit que la croissance est :

- Un phénomène récent : Avant le XIXe siècle, la production mondiale augmentait très faiblement (Autour de 0,5% par an en moyenne) et de façon très irrégulière, l'expansion étant suivie de profondes crises liées aux mauvaises récoltes. Au début du XIXe siècle la production réelle n'augmentait que de 1,8% par an en moyenne dans les pays avancés, ceux de la Première révolution industrielle. Puis la croissance s'accélère. Il faut de moins en moins de temps pour que le PIB mondial double : 120 ans entre 1700 et 1820, 60 ans entre 1820 et 1880, 33 ans entre 1880 et 1913, 15 ans entre 1850 et 1965 et 12 ans entre 1998 et 2010. Ce taux a atteint les 5% par an en moyenne pendant les Trente glorieuses (1945-1975) dans les pays avancés et, de nos jours, des pays émergents, comme la Chine, peuvent dépasser les 10% l'an.
- Un phénomène irrégulier : On peut établir plusieurs périodes. La Deuxième Révolution industrielle (1870- 1913) a connu une croissance mondiale près de 3 fois supérieure à celle de la Première (1820-1870). Cette accélération a été interrompue par les deux guerres mondiales et la crise de 1929 pour les pays occidentaux. La production mondiale n'augmente en moyenne que de 2,6% par an en moyenne entre 1913 et 1950. De même, les 30 glorieuses ont pris fin avec la « crise » des « 20 piteuses » (1975-1995) qui s'est traduite par un fort ralentissement de la croissance. Entre 1973 et 2011, on observe une perte de 1,5 point de croissance par rapport à la

période précédente. De nos jours, la croissance mondiale est tirée par le dynamisme des pays émergents (Chine, Inde, Brésil...).

Le PIB par tête n'est pas un indicateur suffisant le degré de satisfaction des besoins fondamentaux d'une population. En effet, la croissance des richesses matérielles n'entraîne pas automatiquement le développement humain des populations. Le développement humain est une notion apparue en 1990 sous l'impulsion des économistes Mahbubul Haq et Amartya Sen et est défini comme un processus « d'élargissement du choix des gens », mettant en avant la liberté de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent. On s'intéresse donc à la satisfaction des besoins fondamentaux des individus. Cette notion souligne également que le développement humain et le bien-être vont bien au-delà de ces trois dimensions pour englober une gamme plus large de capacités ou capacités incluant les libertés politiques, les droits de l'Homme et, reprenant Adam Smith, « la capacité d'apparaître en public sans avoir honte ». Ainsi le PNUD a élaboré en 1990 l'indicateur de développement humain (IDH) dont le calcul a été modifié en 2010 pour tenir compte d'un certain nombre de critiques. Il s'agit d'un indicateur composite qui cherche à mesurer le développement humain, situation dans laquelle une population aurait couvert la totalité de ses besoins fondamentaux.

L'IDH a l'avantage d'introduire des éléments qualitatifs dans la mesure du développement et de montrer que la corrélation entre niveau de vie et développement n'est pas parfaite. Un pays peut avoir un niveau de vie moyen élevé mais un IDH inférieur à celui d'un pays moins riche en moyenne par habitant. C'est le cas du Koweït, dont le revenu national brut moyen par habitant est 8,8 fois supérieur à celui de Cuba alors qu'il occupe que la 63ème place dans le classement de l'IDH contre la 51ème pour Cuba en 2011. Les richesses ne sont pas toujours utilisées pour améliorer le bien-être de la population.

Tableau 3 : L'indicateur du développement humain en 2011

Classement des pays		RNB par habitant	Espérance de vie	Niveau d'instruction		IDH
		En \$ 2005 PPA	En années	Durée moyenne scolarisation	Durée attendue Scolarisation	Indice
Norvège	1	47557	81,1	12,6	17,3	0,943
France	20	30462	81,6	10,6	16,1	0,884
Cuba	51	5416	79,1	9,9	17,5	0,776
Koweït	63	47926	74,6	6,1	12,3	0,56
Chine	101	7476	73,5	7,5	11,6	0,687
Congo	187	280	48,4	3,5	8,2	0,399

(Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, <http://www.undp.org/french/2012>)

II. Effets du système financier sur le développement économique

II-1- Une meilleure utilisation de l'épargne

L'effet de l'expansion d'un secteur financier sur le développement économique est analysé à travers le lien entre l'épargne et l'investissement. Ce lien suppose qu'une partie de l'épargne « disparaît » dans le secteur financier au cours de sa « transformation » en investissement.²⁶

$$I = \Phi.S$$

$$0 < \Phi < 1$$

C'est donc l'efficacité de l'intermédiation qui est en cause, par rapport à l'hypothèse des marchés financiers parfaits ($\Phi = 1$). Le concept d'efficacité Φ est vague puisqu'il peut abriter toutes les imperfections possibles affectant les fonctions d'épargne et d'investissement. On peut représenter de manière pédagogique le type de mécanismes qui entrent en jeu, en négligeant l'endogénéité des variables en cause.

²⁶ Bruno Amable et Al., Economie internationale, n°61, 1^{ère} trimestre 1995, pp.102-104.

Soient S1 l'épargne des ménages et S2 l'épargne des firmes (l'autofinancement). Seule une partie Φ_1 de l'épargne des ménages (S1) est dirigée vers le système financier dans son ensemble ; une partie Φ_2 des ressources traitées par le système financier parvient aux firmes ; une partie Φ_3 des ressources financières des entreprises (autofinancement et finance externe) sera effectivement investie. L'investissement I est alors déterminé par l'équation suivante :

$$I = \Phi_3 (\Phi_2 * \Phi_1 * S1 + S2)$$

Outre des prélèvements fiscaux et l'effet des restrictions légales sur l'activité financière, ces coûts de transaction traduisent différentes imperfections des marchés. Pour ce qui est du coût $(1 - \Phi_1)$, l'aversion pour le risque des épargnants les conduit à répartir leurs avoirs entre actifs de court terme peu risqués et placements de long terme plus risqués. Une proportion de l'épargne sera conservée en actifs de court terme stockés en dehors du système financier, et cela d'autant plus que le système financier couvre mal le risque de liquidité pour les ménages ou que l'on est en présence de concurrence imparfaite sur le marché des dépôts.

Φ_2 dépend de plusieurs éléments :

- Les coûts de fonctionnement afférents au contrôle de l'ensemble du système financier : le coût lié aux réserves obligatoires, à l'assurance sur les dépôts et la réglementation bancaire et le coût associé à la fonction de prêteur en dernier ressort ;
- Les coûts liés aux problèmes d'agence conduisant à une contrainte financière sur l'investissement : une certaine proportion de l'épargne n'est pas utilisée pour financer des projets jugés trop risqués, compte tenu de l'asymétrie d'information qui peut exister entre prêteurs et emprunteurs ;
- Les imperfections liées à la concurrence imparfaite sur le marché du crédit.

Φ_3 représente différents phénomènes :

- Le partage des ressources entre liquidités et investissement ; par crainte de faillite ou par désir de conserver des options d'achats dans le futur (risque d'irréversibilité), les firmes conservent des liquidités importantes, qu'elles placent sur les marchés financiers à court terme, étant entendu qu'aucun recyclage de cette épargne de court terme ne survient ensuite ;

- Une partie de ces ressources peut être utilisée à d'autres fins que l'investissement tel que la prise d'avantages en nature pour leur consommation personnelle par les employés ou (plus vraisemblablement) les dirigeants ; le coefficient Φ_3 traduit alors un coût d'agence ou de transaction interne à la firme.

Enfin, l'épargne des firmes S2 dépend de la politique en matière de versements de dividendes qui peuvent diminuer en fonction d'éventuels rationnements financiers.

Cette perte de ressources est supposée ne représenter que « la répression financière » lorsqu'elle est insérée dans un modèle de croissance endogène, avec la présence d'une rente de seigneurage de l'Etat. Avec un tel présupposé, la « répression financière », en contraignant le développement du secteur d'intermédiation financière, ne peut que réduire l'épargne et par conséquent la croissance économique.

Une application intéressante concerne la modélisation du fonctionnement du secteur financier en interaction avec le secteur « réel », sous la forme d'un modèle de croissance endogène à deux secteurs (Berthélémy&Varoudakis, 1994). Ce dernier peut de plus exercer une externalité positive sur le secteur financier alors qu'en retour un développement de l'intermédiation assure une meilleure utilisation de l'épargne, ce qui tend à augmenter la croissance. Ces effets croisés permettent l'éventuelle existence d'équilibres multiples : un faible (fort) développement financier s'accompagnant d'une faible (forte) croissance économique.

Cependant, les mécanismes décrits plus haut pour expliquer une « perte en ligne » de ressources entre l'épargne et l'investissement productif ne sont pas formalisés explicitement dans ce type de modèles, même si la concurrence imparfaite est prise en compte par Berthélémy&Varoudakis. Par exemple, le fait qu'il soit posé directement que le secteur financier contribue à une meilleure productivité du secteur réel laisse peu d'incertitude sur la conclusion : expansion économique et développement financier vont de pair et la « répression financière » nuit à la croissance. On est cependant loin du « syndrome interventionniste », puisqu'une intervention visant à développer le système bancaire peut se révéler efficace.

II-2- Des effets ambigus du secteur financier sur le taux d'épargne

Les effets favorables du secteur financier sur la croissance ne reposent pas nécessairement sur une hausse induite du taux d'épargne. D'ailleurs, le développement du secteur financier exerce des effets ambigus sur le taux d'épargne. Dans certains cas, il peut conduire à une réduction du taux d'épargne et donc du taux de croissance, comme dans Devereux & Smith (1992), dans un modèle de croissance endogène avec accumulation de capital humain à la Lucas (1988). Chaque pays doit faire face à un risque spécifique de revenu, mais il n'y a pas de risque à l'échelle mondiale. Deux structures de marché sont étudiées, avec et sans possibilité de diversifier le risque spécifique au pays. Les deux résultats de l'article sont les suivants : le taux de croissance est plus bas lorsqu'il y a diversification ; de plus, le bien-être de chaque pays est plus faible en présence de diversification du risque. Ceci provient de la spécification particulière des fonctions d'utilité avec aversion relative pour le risque constante. Avec une telle spécification, un accroissement du risque augmente l'épargne de précaution. La diversification diminue le risque, fait baisser l'épargne et réduit donc la croissance. Comme la présence d'externalités dans la production réduit déjà la croissance par rapport à l'optimum, la diversification des risques accentue encore cette tendance. Les résultats seraient différents si l'incertitude ne concernait plus le revenu mais la technologie. Dans ce cas, la diversification permettrait une hausse du bien-être, mais l'effet sur le taux de croissance reste ambigu.

Le rationnement du crédit a des effets opposés sur le taux d'épargne et la croissance suivant qu'il s'exerce sur les ménages ou les entreprises. En effet, le rationnement des crédits aux jeunes ménages (ceux qui empruntent au cours du cycle de vie) implique une hausse du taux d'épargne agrégé. Les contraintes de liquidité sur les ménages, par lesquelles l'emprunt ne peut excéder une proportion donnée du revenu, conduisent à une augmentation du taux d'épargne par rapport à une économie où les contraintes de crédit sont absentes. Dans un modèle de croissance endogène où le taux de croissance augmente avec le taux d'épargne, les contraintes de liquidité sur les ménages favorisent la croissance et renforcent le lien entre épargne et croissance. On est alors à l'opposé du plaidoyer pour la libéralisation financière. Les rationnements financiers peuvent impliquer un investissement en capital humain insuffisant et limiter le rendement agrégé de ce capital.

II-3- Les effets du secteur financier sur la croissance via la répartition du revenu

La distribution du revenu dans l'économie et son évolution au cours du temps peuvent déterminer la croissance. Les imperfections liées au fonctionnement des marchés de capitaux rendent l'investissement agrégé fonction de la distribution du revenu, mais ont aussi des conséquences sur celle-ci. Les modèles qui suivent montrent l'importance de la distribution du revenu dans la dynamique transitoire d'une économie à croissance de long terme exogène, où les marchés de capitaux présentent des imperfections.²⁷

- Le modèle de Banerjee & Newman (1993) étudie les interactions entre développement et répartition. En raison d'un aléa moral, les emprunteurs sont rationnés et les prêteurs leur demandent une garantie pour chaque prêt accordé. Les activités qui demandent de hauts niveaux d'investissement sont alors au-delà des moyens des agents les plus pauvres, qui préfèrent travailler pour les autres. Les contrats de salaires deviennent des substituts aux contrats financiers. Il existe plusieurs possibilités d'investissement :
 - un actif sûr et divisible,
 - un actif risqué qui demande un investissement minimal,
 - une technique de contrôle. Avec cette technique, un entrepreneur devient un patron et engage d'autres agents. Il existe alors quatre occupations possibles pour un agent :
 - la subsistance qui est une activité peu productive,
 - travailler comme salarié,
 - être son propre employeur,
 - être patron. Le choix d'une activité dépend uniquement du niveau de richesse initial de l'agent.

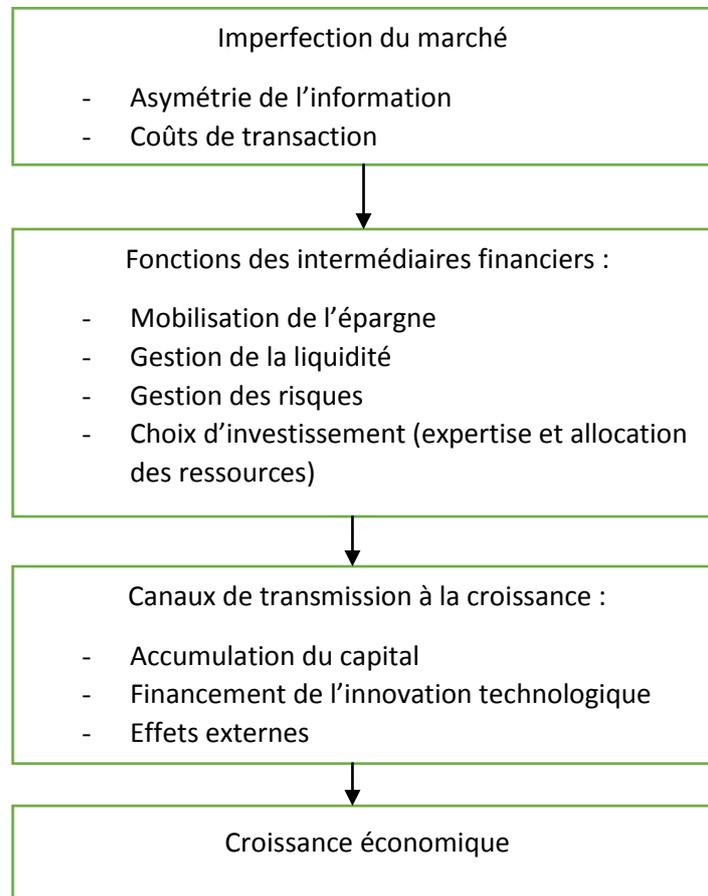
En étudiant certains cas particuliers, Banerjee & Newman mettent en évidence des dynamiques de développement contrastées selon la répartition initiale des richesses. Une économie où la proportion initiale de pauvres est élevée peut stagner puisque les agents font un choix d'activité de subsistance, alors qu'une économie avec une proportion initiale suffisante d'agents appartenant à la classe moyenne voit ceux-ci se diriger vers les activités

²⁷ Bruno Amable et Al., *Economie internationale*, n°61, 1^{ère} trimestre 1995, pp.110-112.

plus riches en emploi salarié dans les entreprises, ou en travailleur indépendant. L'orientation d'une économie vers le développement ou la stagnation dépend de la répartition initiale.

- Aghion & Bolton (1993) endogénéisent le taux d'intérêt dans un modèle proche du précédent. Les résultats dépendent de l'indivisibilité des projets d'investissements qui présentent tous une taille fixe. Initialement, la majorité des agents sont égaux face à la pauvreté. S'il s'avère qu'une masse critique d'agents suffisamment riches permet de sortir du piège à pauvreté, il s'ensuit une période où les inégalités s'accroissent entre les individus ayant pu financer des projets grâce aux emprunts accordés en fonction de leur richesse. Enfin, lorsque le nombre d'agents ayant pu passer ce seuil devient la majorité, les inégalités décroissent. Kuznets (1955) avait trouvé statistiquement qu'une relation de ce type existait entre l'inégalité de revenu, mesurée par la variance du logarithme du revenu, et le PIB par tête. Toutefois cette relation est très fragile et controversée.
- Piketty (1992) ne suppose pas une indivisibilité des projets, c'est à dire un coût fixe générant un piège à pauvreté. Il étudie le cas d'une fonction de production à rendements constants du facteur travail et capital (identique à celle du modèle de croissance de Solow). Le taux d'épargne est exogène dans le long terme, à répartition du revenu stabilisée. Lorsque l'effort (le facteur travail) est observable sans coût, les agents qui présentent de l'aversion au risque peuvent s'assurer complètement et éliminer l'intégralité du risque spécifique pesant sur leur revenu. Il s'ensuit également la disparition à long terme des inégalités de revenu, entre les individus et entre les pays à taux d'épargne identiques. En présence d'asymétrie d'information et pour une petite économie ouverte (à taux d'intérêt exogène), l'assurance est incomplète et les investissements individuels dépendent de la richesse des agents. Les inégalités de revenus persistent dans le long terme, mais restent indépendantes de la distribution initiale. Lorsque le taux d'intérêt est déterminé par les masses relatives des emprunteurs et des prêteurs, une distribution plus inégale conduit à un taux d'intérêt plus élevé, qui en retour réduit la taille des financements permis aux agents pauvres et ralentit leur mobilité sociale. La distribution de revenu de long terme dépend alors de la distribution de revenu initiale. En conséquence, des politiques redistributives, même de court terme, peuvent réduire les inégalités dans le long terme, tout en accélérant la convergence vers le taux de croissance de long terme exogène.

Figure 3 : cheminement théorique de la relation finance-croissance économique



Source : R. Levine (1997)

Conclusion

En guise de conclusion, nous constatons qu'après la seconde guerre mondiale qu'apparait le développement, et que, dans une première approximation, le développement concerne surtout les pays pauvres. Plusieurs indicateurs peuvent mesurer un pays pour dire qu'un pays est devenu développé. En effet, il faut bien distinguer que le développement se différencie par la croissance, tandis qu'ils sont indispensables et interdépendants, c'est-à-dire avant arriver au développement, il faut d'abord passer par les processus de la croissance économique. Dans ce cas, certaines analyses vérifient cette interdépendance comme ses définitions et ses caractéristiques : la croissance est un phénomène quantitatif tandis que le développement est un phénomène quantitatif et qualitatif qui prend en compte des facteurs sociaux et culturels. Ainsi, pour qu'un pays puisse se développer, il faut adopter plusieurs politiques de développement dont les stratégies d'industrialisation qui peuvent être analysé par son fondement et par le phénomène autocentré et extraverti.

Actuellement, seule l'économie marchande conduit au développement. Selon les classiques, il faut noter qu'il existe des hiérarchisations des faits. Autrement dit, avant de produire sur le marché, l'existence du capital (main-d'œuvre, machine,...) et la division du travail a une importance dans un pays sans négliger l'intervention de l'Etat afin que les producteurs puissent investir et que les consommateurs peuvent épargner. Cependant, on peut distinguer les avantages et les inconvénients de l'économie marchande. En effet, les avantages peuvent être utilisés par un pays pour augmenter sa croissance économique mais sous certaines conditions dont la participation active à la relation commerciale internationale, la possession de main d'œuvre qualifié, productif et des nouvelles technologies. Dans le cas contraire, on assiste à la décadence d'un pays d'où l'existence des pays sous-développés dans le monde.

Références bibliographiques

OUVRAGES

- A.O. Hirschman, « l'économie comme science morale et politique », Le seuil, Paris, 1984, p.45.
- Bernard CONTE, « Les diversités approches du développement », 2003-2004.
- Corinne Z., « Les fonctions et les formes de la monnaie ».
- Eric MANDRARA, « Court traité du développement - Plein Sud », l'harmattan 2003, p.17.
- F. PEROUX, « L'économie du XXe siècle », Paris, 1964, p.487.
- F. PEROUX, « L'économie du XXe siècle », PUF, Paris, 1961, p.155.
- Fernand B., « La dynamique du capitaliste », éd. Flammarion, 1988, 128p.
- HUGON Philippe, « Economie du développement », Dalloz, 1989, p.3
- J.R. Legouté, « Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque », éd. GRIC, Février 2001.
- P. Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines », Pearson Education Education, 2008, pp.485-489.
- P. Deubel, « Analyse économique et historique des sociétés contemporaines », Pearson Education Education, 2008, pp.469-471.
- P.A. Mangolte, « Marchand et non marchand dans l'économie des logiciels », septembre 2006.
- Rémi Bazillier, « Economie du développement ».

REVUE

- La revue Techniques Financières et Développement.
- Perspectives économiques en Afrique, 2016.
- PNUD, « Rapport mondial sur le développement humain, 1991, », Economica, Paris, 1991, p.1.
- Revue de Presse, « Le citoyen », 1 Avril 2016.
- Revue de Presse, « New Mada », 03 Juin 2016.
- Revue de Presse, « La tribune de Diego », 04 Octobre 2016.

WEBOGRAPHIES

- <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Croissance.htm>
- http://ressources.auneg.fr/nuxeo/site/esupversions/757e3183-941f-4c34-a573-a325aabe004e/EES_Nan2-004/co/Contenu_134.html
- <https://www.cairn.info/revue-innovations-2006-1-page-109.htm>
- <http://books.openedition.org/irdeditions/4991>
- http://www.memoireonline.com/05/07/471/m_developpement-humain-dans-les-pvd1.html
- <http://www.champagne-ardenne-export.com/fr/marches/fiches-pays/madagascar/economie-3>

TABLE DES MATIERES

Remerciement.....	i
Liste des abréviations	ii
Liste des tableaux	iv
Liste des figures.....	v
Introduction	1
<u>Première partie : Approches théoriques</u>	3
<u>Chapitre I : l'économie du développement</u>	<u>4</u>
I- Définitions et caractéristiques	4
I-1- La croissance économique.....	4
I-2- Le développement économique durable	6
II- Mesures du développement.....	8
II-1- La mesure par PNB/habitant	8
II-2- La mesure par les indicateurs du développement	9
II-2-1- L'Indicateur de développement (IDH).....	9
II-2-2- L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH).....	10
II-2-3 L'indicateur de la pauvreté humaine (IPH).....	11
II-2-4- L'indicateur multidimensionnel de la pauvreté (IMP).....	12
III- Les politiques de développement : les stratégies d'industrialisation	12
III-1- Les fondements des stratégies d'industrialisation	13
III-2- Les développement autocentré.....	14
III-2- Le développement extraverti	15
<u>Chapitre II : L'économie marchande</u>	<u>16</u>
I- Définition	16

II-	Caractéristiques	16
II-1-	Définition du marché.....	17
II-2-	Rationalité des agents économiques.....	17
II-3-	Marché optimal	18
II-4-	Prix d'équilibre.....	19
III-	La théorie classique sur l'économie marchande	20
III-1-	Rôle de l'Etat	21
III-2-	Rôle de la monnaie	23
III-3-	Division du travail selon Adam Smith.....	24
	<u>Deuxième partie : Avantages et inconvénients de l'économie marchande.....</u>	26
	<u>Chapitre I</u> : Les facteurs de l'économie marchande et ses conséquences	27
I-	La distribution des biens et services.....	27
I-1-	Le libre-échange	27
1-1-3.	L'avantage absolu d'Adam Smith	28
1-1-4.	L'avantage comparatif de David Ricardo.....	29
I-2-	La production des biens et services	31
I-3-	L'investissement.....	32
I-4-	L'épargne.....	33
II-	L'économie non marchande	33
III-	Cas des pays développés	34
III-1-	La Chine.....	34
III-2-	L'Etats-Unis.....	35
	<u>Chapitre II</u> : Les différents obstacles de l'économie marchande dans le développement.....	37
I-	Les problèmes économiques	37
II-	La réalité de Madagascar.....	38

<u>Chapitre III</u> : les impacts de l'économie marchande dans le développement	43
I- Effets de la production des biens et services sur le développement économique	43
II- Effets du système financier sur le développement économique	48
II-1- Une meilleure utilisation de l'épargne	48
II-2- Des effets ambigus du secteur financier sur le taux d'épargne	51
II-3- Les effets du secteur financier sur la croissance via la répartition du revenu.....	52
Conclusion.....	55

Auteur : RANDRIATSARAFARA Rova Kanto Famonjena

Titre : Economie marchande et développement

Nombre de pages : 55

Tableaux : 03

Annexes : 0

Contacts : 034 64 218 37 / rovakantoofamonjena@gmail.com

Adresse de l'auteur : Lot III F 75 Mahamasina Sud

Résumé

Les théories du développement de A.O. Hirschman dont le rejet du principe mono-économiste et l'affirmation de réciprocité des avantages nous amène au problème « Pourquoi dit-on que l'économie marchande a une importance dans le développement économique d'un pays ? ». Ainsi l'objectif est de démontrer sous quelles conditions l'économie marchande a une importance dans le développement économique. Le développement est un mouvement continu sur le long terme, c'est-à-dire il doit être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable qui répond aux besoins du présent et garantir la capacité des générations futures. Il provient de la croissance qui s'appuie sur l'augmentation de la production active, l'accumulation du capital, le progrès technique, et les innovations. Par contre, il faut noter que la croissance et le développement sont des notions différentes mais ils sont des phénomènes interdépendants. Et pour qu'un pays puisse se développer, les stratégies d'industrialisation sont à adopter impérativement. Ces stratégies sont liées au marché, au libre-échange, à l'investissement, aux importations, aux exportations aboutissant à l'économie marchande. Cette dernière correspond à l'économie dans laquelle la distribution des biens et services est confiée au marché. Ce marché est le point de rencontre entre producteur, consommateur et prix. Selon les classiques, il s'ajuste par lui-même mais l'Etat pourrait intervenir dans trois fonctions : allocation des ressources, redistribution des revenus, et régulation ou stabilisation. Mais, comme toute situation, des obstacles s'immiscent entre l'économie marchande et le développement comme les problèmes économiques surtout dans les pays en voie de développement.

Mots-clés : marché, libre-échange, investissement, épargne, croissance, Etat

Encadreur : Docteur RAKOTO David Olivaniaina